

ORIGINAL



PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2017-APC-119-IC
JM

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
CRISTANOL à BAZANCOURT et POMACLE**

Compte tenu des dispositions de l'instruction du 19 mai 2016 relative à la mise à disposition et la communication d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les établissements Seveso, le présent arrêté ne contient pas d'informations sensibles

le préfet de la Marne

- VU le code de l'environnement et notamment le livre II et le titre 1^{er} du livre V ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté d'autorisation d'exploiter n°2007-A-62-IC du 29 mai 2007 délivré à la société CRISTANOL ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2008-A-25-IC du 14 février 2008 portant dérogation à l'obligation d'établir un plan particulier d'intervention pour le site de Cristanol ;
- VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2009-APC-188-IC du 30 décembre 2009 et 2011-APC-115-IC du 23 août 2011 ;
- VU le courrier de la société CRISTANOL daté du 31 octobre 2013 demandant le classement de l'établissement sous les rubriques créées par décret 2013-375 du 2 mai 2013 ;
- VU le courrier de la société CRISTANOL daté du 31 décembre 2013 précisant que les garanties financières sont étendues à la cessation d'activité ;
- VU le courrier de la société CRISTANOL daté du 25 novembre 2015 demandant le classement de l'établissement sous les rubriques créées par décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 ;
- VU la révision de l'étude de dangers déposée en octobre 2013 et complétée en dernier lieu en janvier 2017, cette dernière étant la date de référence pour la remise de la prochaine révision quinquennale ;
- VU le courrier de la société CRISTANOL daté du 26 septembre 2017 demandant l'augmentation des quantités de stockage d'un produit classé en 4140 ;
- VU le rapport et les propositions en date du 03 octobre 2017 de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis en date du 19 octobre 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 19 octobre 2017 ;
- VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 03 novembre 2017 ;
- VU l'accord de la Dreal Grand Est en date du 06 novembre 2017 pour les prendre en compte ;

CONSIDÉRANT les évolutions de la nomenclature des installations classées notamment la création des rubriques 3000 liées à la directive IED et les rubriques 4000 liées à la directive dite SEVESO 3 ;

CONSIDÉRANT les modifications jugées non substantielles survenues sur le site depuis 2011 (affectation d'un bac de stockage d'huile de fusel par un stockage de MEK présentant les mêmes enjeux, la mise en place d'une tour aéroréfrigérante supplémentaire au niveau de la station d'épuration interne, la modification à la baisse du nombre de points de rejets atmosphériques et la modification des quantités de borohydrure de sodium stockées sur site) ;

CONSIDÉRANT que, suite à la révision de l'étude de dangers, des mesures de prévention et de protection compensatoires satisfaisantes pour atteindre les objectifs de sécurité attendus dans l'ensemble de l'établissement ont été mises en place ;

CONSIDÉRANT la demande de modifications des valeurs limites d'émission dans les eaux usées transmises par courrier daté du 15 décembre 2015 ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification précitée est jugée comme substantielle concernant les valeurs demandées pour la période d'intercampagne ;

CONSIDÉRANT que la demande d'aménagement à l'interdiction d'épandage des eaux de purge de TAR nécessite la remise d'une étude de caractérisation et d'impact ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne,

ARRÊTE

TITRE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société CRISTANOL dont le siège social est situé 1 CD20A à BAZANCOURT (51 110), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire des communes de BAZANCOURT et de POMACLE, des installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté 2007-A-62-IC du 29 mai 2007	Totalité des dispositions de l'arrêté EXCEPTÉ Article 1	Abrogation et remplacement par les dispositions du présent arrêté excepté l'article 1
Arrêté préfectoral complémentaire 2009-APC-188-IC du 30 décembre 2009	Totalité des dispositions de l'arrêté	Abrogation et remplacement par les dispositions du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire 2011-APC-115-IC du 23 août 2011	Totalité des dispositions de l'arrêté	Abrogation et remplacement par les dispositions du présent arrêté

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées sont de nature de par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Régime / statut seveso	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
4331-1	A SSH	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	XXXX	XXXXXX
1434.2	A	Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	XXXX	XXXX
2160.1.a	A	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables	<p>Ligne blé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 cellules blé d'un volume unitaire de 2633 m³ - 8 cellules de maturation du blé d'un volume unitaire de 264 m³ - 6 cellules de farine d'un volume unitaire de 277 m³ - 3 cellules de gluten natif d'un volume unitaire de 800m3 et 2 trémies de chargement d'un volume unitaire de 200m3 - 2 cellules de son d'un volume unitaire de 710 m³ - 2 cellules de granulés de drèches d'un volume unitaire de 10 173 m³ - 1 cellule de granulés de drèches de 2 081 m³ - 6 trémies d'expédition drèches camions de 140 m³ - 3 trémies d'expédition drèches wagons de 133 m³ - 1 silo fines de 310 m³ <p>Unité UVBB (Chaudières biomasse) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 silos sons et issues de silos SS3 et SS4 de 710 m³ - 2 silos de paille broyée SP1 et SP2 de 710 m³ - 2 silos de bois broyé de 710 m³ 	41 976 m ³ (21 940 tonnes)

2226	A	Amidonnerie, féculerie, dextrineries	Ligne blé : Production, liquéfaction et saccharification du lait d'amidon : production de glutens natif et hydrolysé	200 tonnes / j
2260.1	A	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, tamisage, blutage, mélange, épiluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels	Ligne :blé : - production farine : 1640 t - production son : 500 t/j - production drèches : 900 t/j - production gluten : 100 t/j	Tonnage total produit : 3140 t/j
2260.2.a	A	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, tamisage, blutage, mélange, épiluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels	Unité UVBB (Chaudières biomasse) : - Broyeurs/hacheurs paille : 1 000 kW - Broyeurs bois : 500 kW - Manutentions pailles et bois : 250kW	Puissance installée : 1 750 kW
2910.B	A	Installations de combustion	Ligne blé : - Sécheur de drèches équipés d'un brûleur mixte gaz naturel/ biogaz/ huile de fusel : 30 MW Unité UVBB (Chaudières biomasse) : - Chaudière CH1 avec 2 chambres cycloniques dont une des chambres est précédée de 2 gazéificateurs, et équipées en aval d'un foyer mixte paille-son-bois broyée et brûleur syngaz/gaz naturel/alcools : 41 MW - Chaudière CH2 avec 2 chambres cycloniques précédées chacune de 2 gazéificateurs et équipées en aval d'un foyer mixte bois et brûleur syngaz/gaz naturel/alcools : 41 MW	puissance thermique maximale : 112 MW
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50MW	Chaudière CH1 : 41MW Chaudière CH2 : 41 MW Sécheur drèches : 30 MW	112 MW
3140 b)	A	Gazéification ou liquéfaction d'autres combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 20 MW*	Gazéificateurs : 6X50kg dans installations d'une puissance thermique nominale totale égale à 82MW	
3410 b)	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques tels que des hydrocarbures oxygénés, notamment	<u>Ligne betteraves</u> Atelier de déshydratation d'alcool brut TM1 : 1 050 000 l d'alcool pur/j <u>Ligne blé</u> Atelier de déshydratation d'alcool brut TM3 : 700 000 l alcool pur/j	

		alcools, aldéhydes, cétones, etc.	Capacité totale du site : 1 750 000 l d'alcool pur/j	
3642. 2	A	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis ou 600 t / jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90j consécutifs par an	Production de drèches : 900 t/j Production de gluten : 100 t/j Atelier de distillation (D1, D2, D5) et rectification d'alcool pur (D3) : 220000l/j Atelier deshydratation d'alcool surfin (TM2) : 120000l/j	Rubrique principale
4110.1	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, Mélanges solides	XXXX	XXXX
4140.2	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) liquide	XXXX	XXXX
2921.1.a	E	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé »	Ligne betteraves : - 4 aéroréfrigérants d'une puissance thermique évacuée maximale totale de 61 689 kW (1.1, 1.2, 2.1, 2.2) Ligne blé : - 4 aéroréfrigérants d'une puissance thermique évacuée maximale totale de 68 458 kW (3 et 4) Méthaniseur : TAR 5 : 3200 kW	133 347 kW
1510.3	DC	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles)	Ligne blé : - Stockage de gluten natif ou hydrolysé en sacs et big-bags. Volume du magasin : 2500 m²x10m	25 000 m³
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	XXXX	XXXX
4802-2-a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014	Groupes froids et climatiseurs Quantité totale de fluide : XXXXX	XXXX

1532-3	D	Bois ou matériaux combustibles analogues	Ligne blé : Palettes de bois : 100m ³ Unité UVBB Paille : 4200 m ³ Plaquette forestières : 15200 m ³ Connexes de scieries/bois de fin de vie : 200 m ³	Quantité totale stockée : 19700 m ³
16XXX	D	XXXX	XXXXXXXXXX	XXX
2171	D	Dépôt de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des substances organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	Stockage de vinasses concentrées Ligne betteraves : - Stockage n° 6 : 2 x 10 000 m ³ - Stockage n° 7 : 1 x 10 000 m ³ et 1 x 5 000 m ³ Ligne blé : - Stockage n° 6 : 2 x 10 000 m ³	55 000 m ³
2662.2	D	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Ligne blé : - Big-bag : 120 m ³ - Film étirable : 60 m ³	180 m ³
2925	D	Atelier de charge d'accumulateurs	Ligne betteraves : - Un onduleur 230 V- 40 kVA- 30 minutes Ligne blé : - Chargeur de batteries des chariots de manutention : P = 16,5 kW Un onduleur 230 V- 40 kVA- 30 minutes	96,5 kW
4441-2	D	Liquides combustibles catégories 1,2 et 3	XXXXXXXXXX	XXXX
47XXXX	D	XXXX	XXXX	XXXX
1435	NC	Station service	Station service avec distribution de gasoil non routier Volume annuel distribué : 345 m ³	
1530	NC	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Ligne blé : sac papier 120 m ³	
2175	NC	Dépôt d'engrais liquides	Ligne betteraves : 30 m ³	
2930	NC	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur	Ligne betteraves : garage entretien locotracteur et chariot élévateur 216 m ²	
4130.2	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	XXXXXX	

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement. Il prévoit notamment les mesures pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation ou à un risque de pénurie. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, les conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

ARTICLE 2.3.3 AMÉNAGEMENT DU SITE

Les clôtures permettent le déplacement de la micro-faune.
L'aménagement global du site est favorable à la biodiversité.

CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION DE RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation,
- Les plans tenus à jour,
- Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DESCRIPTIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de

technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents et à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne sont prévus pour que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement. Les bassins de stockage ou de traitement susceptibles d'émettre des odeurs sont si besoin aérés.

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

Toute évolution dans le fonctionnement du site doit s'apprécier également au regard du potentiel d'odeurs susceptibles d'être émis. L'exploitant devra pouvoir justifier qu'il prend en compte cette problématique à chaque modification dans le fonctionnement des installations.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (forme de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôts de poussières et de boues sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,

- Les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- Des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

L'exploitant peut prendre des dispositions équivalentes en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements, dépoussiéreurs, etc....).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET DANS L'ATMOSPHÈRE

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et / ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. INSTALLATIONS, CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Article 3.2.2.1 Installations à l'origine des rejets gazeux

- Installations à l'origine des rejets gazeux canalisés :

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins de 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

Points de rejet ligne betteraves :

- colonne de lavage de l'atelier de fermentation : F1
- colonne de lavage regroupant les colonnes des ateliers de distillation D1, D2 et TM1 (colonne C200)
- colonne de lavage de l'unité de rectification surfin D3
- colonne de lavage de l'atelier de déshydratation surfin TM2
- 1 colonne de lavage aux postes de chargement d'alcools camions (Éthanol (non alimentaire) et Surfin (alimentaire)) (PCC)
- 1 colonne de lavage des postes de chargement d'alcools wagons (PW)
- 2 colonnes de lavage des bacs de stockage : SA1/SA2 et SA3
- installation de lavage de la concentration de vinasses (biofiltre GEA)

Points de rejet ligne blé :

- colonne de lavage de l'atelier de fermentation F2
- colonne de lavage des unités de distillation d'alcools et de déshydratation d'alcool D5/TM3 (colonne C700 et colonne C800 : 1 seul point de rejet)
- colonne de lavage des bacs de stockage d'alcool n° 8
- installation de lavage de la concentration de vinasses (biofiltre HPD)
- cheminée du sécheur de drèches
- cheminée du sécheur gluten

- Installations de l'unité UVBB à l'origine des rejets gazeux canalisés

Chaudière	Point de rejet	Hauteur d'émission	Diamètre au débouché	Débit nominal d'émission*	Vitesse minimale d'éjection
CH1 avec 2 chambres cycloniques dont une des chambres est précédée de 2 gazéificateurs, et équipées en aval d'un foyer mixte paille-son-bois broyée et brûleur syngaz/gaz naturel/alcools : 41 MW	Cheminée de la chaudière CH1	25 m	1 500 mm	44 250 Nm ³ /h	> 8 m/s
CH2 avec 2 chambres cycloniques précédées chacune de 2 gazéificateurs et équipées en aval d'un foyer mixte bois et brûleur syngaz/gaz naturel/alcools : 41 MW	Cheminée de la chaudière CH2	25 m	1 470 mm	49 095 Nm ³ /h	> 8 m/s

Nota : (*) données sur gaz secs

▪ Rejets gazeux diffus :

La quantité de COV émise a été évaluée à 3,2 t/an en 2015. La mise en place de tout nouvel atelier non construit à ce jour et couvert par cette autorisation devra faire l'objet d'une mesure de COV diffus.

L'exploitant dispose d'un plan de maintenance des équipements qui concoure à maintenir les émissions de COV diffus au niveau évalué en 2015. L'exploitant doit être en mesure de justifier de la mise en œuvre de ce plan de maintenance.

Article 3.2.2.2 Installations à l'origine d'émissions de poussières

1. Ligne betteraves : aucune installation

2. Ligne blé :

- cheminée du sécheur de drèches

Point de rejet	Hauteur en m
cheminée du sécheur de drèches	40

- dépoussiéreurs :

Points de rejet	Mode de filtration	Périodicité des rejets
Réception blé : Manutentions mécaniques déchargement wagons /camions	Filtres à manche	Continu sur 365 j
Stockage blé :Manutentions mécaniques ensilage de blé		
Moulin :ensemble des dépoussiéreurs		
Stockage son : filtres aspiration cellules son		
Sécheur drèches : manutention pneumatique du son		
Granulation drèches : manutention mécanique de drèches		
Stockage drèches : stockage et chargement de drèches		
Sécheur gluten :Air de séchage, broyeur de gluten		16h/j 5j/sem
Stockage gluten		
Conditionnement gluten		
Chargement gluten		

- aspiration centralisée

Point de rejet	Mode de filtration	Périodicité des rejets
Zone nettoyage moulin	Filtres à manche	Rejet ponctuel
Moulins A et B		
Granulation drèches		
Conditionnement de gluten		

- Installations de l'unité de production de vapeur UVBB
- Dépoussiéreurs :

Points de rejet	Mode de filtration	Périodicité des rejets
Chargement silo cendres SC1 et SC2	Filtres à manche	3h/semaine, 52 semaines/an
Manches de chargement cendres 1 et 2		
Poste de déchargement sons (fosse)		
Silo son SS3 et SS4		3h/j, 5j/semaine
Silo paille broyée SP1 et SP2		365 j/an
Silo bois broyé SB01 et SB02		
Broyage paille		
Déchargement bois (fosse de débaculage)		
Stockage bois		
Broyage bois		

- Aspiration centralisée :

Points de rejet	Mode de filtration	Périodicité des rejets
Déchargement son	Filtres à manche	Rejet très ponctuel
Broyage paille		

Article 3.2.2.3. Valeurs limites dans les rejets gazeux atmosphériques canalisés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations instantanées, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

Colonnes de lavage

Colonnes de lavage citées au 3.2.2.1 : 110 mg/Nm³ en COV totaux et 20 mg/Nm³ en acétaldéhyde.

Le flux total de COV émis par les colonnes est de 30 t/an.

Sécheur de gluten

Les rejets du sécheur de gluten sont limités à 95 mg/Nm³ en COV totaux et 18mg/Nm³ en COV spécifiques cités à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Sécheur de drêches

Les rejets du sécheur de drêches sont limités à 95 mg/Nm³ en COV totaux et 18 mg/Nm³ en COV spécifiques cités à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Pour les autres paramètres, selon le mode d'alimentation du sécheur, les rejets de l'installation doivent respecter les valeurs suivantes :

Alimentation du sécheur	Injection d'huiles de fusel			Gaz (ou biogaz)		
	SO ₂	NO _x	poussières	SO ₂	NO _x	poussières
Concentrations maximales en mg/Nm ³	270	450	20	35	120	2,5
Flux horaire (kg/h)	24,6	41	1,8	3,2	10,9	0,22
Flux journalier (kg/j)	590	984	43,7	76	262	5,5
Flux annuel (t/an)	215	359	16	27,7	95,6	0,13

Disposition commune au sécheur de drèches, sécheur de gluten et tour d'atomisation

Le flux annuel maximal en COV totaux correspondant aux rejets cumulés des trois cheminées des sécheurs de drèches, de gluten et de la tour d'atomisation est inférieur à 30t/an.

En attente de la construction du sécheur de gluten et de la tour d'atomisation, le flux maximal annuel en COV totaux du sécheur de drèches est fixé à 10 t / an.

Dépoussiéreurs / Aspiration centralisée

	Dépoussiéreurs (ensemble des filtres à manches)
Concentrations maximales en poussières (mg/Nm ³)	10
Flux horaire (kg/h)	5,75
Flux annuel (t/an)	46,2

Chaudières biomasse CH1 et CH2 de l'unité UVBB en fonctionnement normal

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations instantanées, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents de 6% en volume :

Chaudières CH1 et CH2	Valeurs limites lors de l'utilisation de biomasse comme combustible d'entrée				
	Concentration maximale en mg/Nm ³	Flux horaire (kg/h)		Flux annuel (t/an)	
		CH1	CH2	CH1	CH2
Poussières	10	0,44	0,49	3,8	4,3
SO ₂	200	8,8	9,8	77,5	86,0
NO _x	250	11,0	12,3	96,9	107,5

CO	150	6,6	7,4	58,1	64,5
COV	50 en carbone total	2,2	2,45		
HAP	0,01	4,4 E-4	4,9 E-4	0,0039	0,0043
Ammoniac	5	0,22	0,24	1,94	2,15
Dioxines, Furannes	0,1 ng/Nm ³	4,4 E-9	4,9 E-9	0,039 E-6	0,043 E-6
HCl	10	0,44	0,49	3,9	4,3
HF	1	0,044	0,049	1,94	0,43
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)				
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)				
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb				
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5 exprimée en (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)				

Les valeurs limites d'émission s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Ces périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations sont aussi limitées dans le temps que possible.

Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage,
- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures.

La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder cent vingt heures sur douze mois glissants.

L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de vingt-quatre et cent vingt heures précitées, dans les cas suivants :

- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique,
- la perte d'énergie produite liée à l'arrêt de l'installation objet du dysfonctionnement serait compensée par une installation dont les rejets seraient supérieurs,
- l'impact environnemental d'un arrêt-redémarrage de l'installation en dysfonctionnement est supérieur aux rejets émis par l'installation en dysfonctionnement,
- il existe un risque lié à un arrêt-redémarrage de l'installation en dysfonctionnement.

Ces dispositions sont mentionnées dans la procédure d'exploitation.

Article 3.2.2.4. Emissions de CO₂

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de valoriser les émissions de CO₂ issues de la fermentation.

Article 3.2.2.5 Biogaz

Conception

La mise en place, le fonctionnement et l'entretien du dispositif de collecte et de traitement du biogaz produit par l'unité de méthanisation doivent garantir l'absence de diffusion du biogaz à l'extérieur de l'installation et susceptible d'incommoder le voisinage. Les unités sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

Température

Les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde

La température est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les enregistrements de ces mesures en continu doivent être conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Valorisation énergétique

Le biogaz est valorisé au sein du sécheur de drèches. L'exploitant calcule annuellement le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée. Celui-ci est défini comme : le rapport de l'énergie valorisée annuellement sur l'énergie sortie chaudière produite annuellement. Est considérée valorisée, l'énergie produite par l'installation et effectivement consommée.

Le surplus de biogaz ou, en cas de panne de l'unité de valorisation, le biogaz est détruit par la torchère dans les mêmes conditions définies au présent chapitre.

Article 3.2.2.6 Campagne de mesures

Suite aux campagnes de mesures, si les valeurs mesurées démontrent la nécessité de réduire les émissions, l'exploitant prendra toutes les dispositions pour les réduire par la mise en place des meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.

Article 3.2.2.7. Réévaluation des risques sanitaires

Si les campagnes de mesures mettent en évidence des valeurs de rejets supérieures aux hypothèses de l'étude des risques sanitaires, l'exploitant procédera à sa réévaluation à partir des rejets atmosphériques mesurés, et ce dans un délai de six mois après réception des résultats de mesures.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

pour 3 500 000 hl d'alcool brut pur produit par an :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal	
		horaire	journalier
Réseau public	3 700 m ³	0,5 m ³ /h	10,5 m ³ /j
Château d'eau de la sucrerie CRISTAL UNION de BAZANCOURT (pouvant être secouru par le forage du Ru)	2 104 000 m ³	300 m ³ /h	7 200 m ³ /j

Nota : les usages des approvisionnements en eau sont les suivants :

L'eau potable provenant du réseau d'eau public est destinée aux usages sanitaires, domestiques ainsi qu'aux besoins des laboratoires.

L'eau brute provenant du château d'eau de la sucrerie CRISTAL UNION est destinée au process, au nettoyage des installations, à la protection incendie et à l'appoint des circuits de refroidissement (aéroréfrigérants).

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENTS

Des dispositifs de coupure ou de disconnexion sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Afin de satisfaire cet objectif, sont notamment installés :

- un système de disconnexion sur le surpresseur d'eau potable ;
- un clapet anti-retour sur la canalisation d'alimentation du château d'eau de la sucrerie CRISTAL UNION de Bazancourt.

ARTICLE 4.1.3. RELEVÉ DES PRÉLEVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.1.4. QUALITÉ DE L'EAU D'APPOINT DES INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT PAR DISPERSION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR SOUMISES À ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2921

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 sont applicables à l'exception de l'article 43 (interdiction d'épandage des eaux de purges) pour lequel un aménagement est en cours d'étude (voir chapitre 4.3.10)

Dans ce cadre, concernant l'eau d'appoint, l'exploitant est tenu de transmettre :

1. les résultats d'analyse d'eau comprenant les paramètres précisés à l'article 28 de l'arrêté ministériel, complétés des paramètres suivants : DCO, phosphore total, chlorures et AOX.

Les éléments concernant les eaux de purges sont précisées au 4.3.12.

Les éléments devront être transmis au plus tard le 31 mars 2018.

A l'issue de ce dossier (étude prévue au 4.3.12) la qualité de l'eau d'appoint sera encadrée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel (paramètres à suivre et fréquence de mesure).

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 4.3 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un plan de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1 Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flamme.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2 Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Effluents 1 : Eaux pluviales collectées sur les toitures, les voiries et les parkings,
- Effluents 2 : Eaux pluviales collectées sur les aires de stockage et de fabrication ainsi que sur les aires de chargement et de déchargement,
- Effluents 3 : Eaux usées sanitaires,
- Effluents 4 a : Purges des circuits de refroidissement en période de campagne
- Effluents 4 b : Purges des circuits de refroidissement en période d'intercampagne
- Effluents 5 : Effluents industriels de la distillerie :
- Effluents 6: Eaux d'extinction d'incendie,
- Effluents 7 : Eau de purge de déconcentration des chaudières
- Effluents 8 : Eaux de rétentats issues de l'atelier d'osmose inverse

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simple dilution autre que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées aux rejets par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET VISES PAR LE PRESENT ARRETE

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets qui présentent les caractéristiques suivantes :

VLE : valeurs limites d'émission

STEP : station d'épuration

Nature des effluents	Point de collecte	Traitement sur site	Exutoire	Commentaire
Effluents 1 : Eaux pluviales collectées sur les toitures, les voiries et les parkings (y compris eaux pluviales AIR LIQUIDE)	Bassins d'orage	A. Séparateur d'hydrocarbures. Si qualité eau > VLE* → station d'épuration interne B. Si qualité eau < VLE* → séparateur d'hydrocarbures	A. après step : voir effluents 5 B. Bassin d'infiltration	*VLE : définie à l'article 4.3.9.1 (Hydrocarbures)
Effluents 2 : Eaux pluviales collectées sur les aires de stockage et de fabrication ainsi que sur les aires de chargement et de déchargement	Fosses de rétention des ateliers	Séparateur d'hydrocarbures. En fonction de la qualité des eaux collectées :	Si absence de contamination *: bassins d'orage puis séparateur d'hydrocarbures puis infiltration Si contamination' autre que par l'alcool : filières de traitement des déchets appropriées Si contamination par alcool uniquement : recyclage en process (unité de distillation)	* = absence de contamination par alcools, dénaturants, gasoil, alcools dénaturés, produits chimiques, etc...
Effluents 3 : Eaux usées sanitaires	Fosses de relevage		Réseau d'assainissement de la commune de Warmeriville puis station d'épuration de Warmeriville	Convention de rejets entre le syndicat de Warmeriville et le site CRISTANOL
Effluents 4 a : Purges des circuits de refroidissement (pendant la campagne) – y compris purges de TAR AIR LIQUIDE	Bac EFI2	Recyclage	Sucrerie CRISTAL UNION de Bazancourt	
Effluents 4 b : Purges des circuits de refroidissement (pendant l'intercampagne) – y compris purge de TAR AIR LIQUIDE	Bac EFI2		Bassins de stockage du mont de Merlan (Betheniville) pour épandage par Cristal Union	Convention entre Cristanol et Cristal union
Effluents 5 : Effluents industriels de la distillerie	Bac EFI1	A. STEP interne (méthanisation + épuration par boues activées) puis une partie des effluents	A. Recyclage dans le process	Environ 80 à 90 %

		part en traitement par filtre à sables	B. Bac T20 sur site puis envoi dans les bassins du mont de Merlan pour épandage par cristal union	Convention entre Cristanol et Cristal union
	EFI2		Bassins de stockage du mont de Merlan (Bétheniville) pour épandage par cristal union	Convention entre Cristanol et Cristal union
Effluents 6: Eaux d'extinction d'incendie	Bassin d'orage Nord	A. Séparateur d'hydrocarbures. Si qualité eau > VLE* → station d'épuration interne B. Si qualité eau < VLE* → séparateur d'hydrocarbures	A. après step : voir effluents 5 B. Bassin d'infiltration	*VLE : définie à l'article 4.3.9.1 (Hydrocarbures)
Effluents 7 : Eau de purge de déconcentration des chaudières		recyclage	Eau d'appoint de la TAR n°4 ou recyclage vers le lavoir de la sucrerie CRISTAL UNION Bazancourt	
Effluents 8 : eau de retentats issues de l'atelier d'osmose inverse	Bac EFI1	STEP interne (méthanisation + épuration par boues activées) puis une partie des effluents part en traitement par filtre à sables	A. Recyclage dans le process B. Bac T20 sur site puis envoi dans les bassins du mont de Merlan pour épandage par cristal union	Environ 80 à 90 % Convention entre Cristanol et Cristal union
	EFI2		Bassins de stockage du mont de Merlan (Bétheniville) pour épandage par cristal union	Convention entre Cristanol et Cristal union

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception des dispositifs de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Article 4.3.6.2. Aménagement

Un compteur en amont du bac EFI2 permet de contrôler le débit d'effluents d'Air Liquide envoyés à l'épandage.

Par ailleurs sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être également prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.6.3. Equipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 heures, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés au milieu naturel doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacués vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9. GESTION DES EAUX PLUVIALES

Article 4.3.9.1 Eaux pluviales collectées sur les toitures, voiries et les parkings

La superficie des toitures, des aires de stockage, des voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'environ 145 921 m².

Le flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, voiries et parkings est collecté dans:

- deux bassins d'orage (bassin Nord et Sud), puis traité par un séparateur d'hydrocarbures dimensionné selon les règles de l'art et en fonction d'une pluie d'occurrence décennale, et acheminé vers un bassin d'infiltration.
- un troisième bassin d'orage est situé à l'Ouest de l'unité UVBB (chaudières 1 et 2), précédé d'un dégrilleur en amont. Ce bassin d'orage prévu pour l'unité UVBB est directement raccordé au bassin sud, situé en aval.

Bassins d'orage

L'établissement « CRISTANOL » dispose de 3 bassins d'orage étanches, encaissés et présentant une pente maximale de 45°. Les bassins Nord et Sud sont constitués de digues de terre et le bassin UVBB est entièrement encaissé. Leurs caractéristiques dimensionnelles sont les suivantes :

Désignation	Volume (m ³)	Profondeur (m)	Surface (m ²)
Bassin Nord	1 620	3	540
Bassin Sud	2 880	3	960
Bassin UVBB	1700	4	590

Ces trois bassins comportent une membrane d'étanchéité, ancrée en crête des talus et en fond de bassin.

Les débits de rejets des trois bassins d'orage sont les suivants :

Désignation	Débit maximal journalier (m ³ /j)	Débit maximal horaire(m ³ /h)
Bassin Nord	1 900	80
Bassin Sud	1440	60
Bassin UVBB	1440	80

Les bassins d'orage sont maintenus vides en temps normal. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

La vidange des bassins d'orage Nord et Sud ne se fait qu'après analyse des eaux contenues et vérification de l'absence de contamination par alcools, dénaturants, alcools dénaturés, hydrocarbures, produits chimiques, etc...

Les bassins d'orage Nord et Sud sont contrôlés visuellement de façon périodique par un opérateur et sont vidangés dès que nécessaire.

Le bassin UVBB, qui sert de bassin tampon de collecte des eaux pluviales, est vidangé manuellement après l'évènement pluvieux pour être transféré dans le bassin Sud, sous réserve que les eaux pluviales soient analysées en pH et DCO.

Surveillance des bassins et des équipements

L'intégrité des bassins fait l'objet de contrôles visuels réguliers, destinés à vérifier la bonne tenue des ouvrages (stabilité des digues, étanchéité des membranes, etc....). Les résultats de ces observations sont consignés par écrit.

L'engazonnement des talus extérieurs des digues est entretenu afin de protéger les matériaux constitutifs du risque d'érosion.

Par ailleurs, le bon état des bassins et leur dispositif d'étanchéité fait l'objet d'expertises complètes à intervalle n'excédant pas 10 ans. L'étanchéité des bassins de stockage est contrôlée par un organisme de contrôle indépendant des constructeurs de ces installations.

Chaque bassin est vidé, nettoyé et curé périodiquement.

Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Caractéristiques du séparateur à hydrocarbures

Le séparateur à hydrocarbures possède un débit de traitement de 20l/s.

Les rejets en sortie du séparateur à hydrocarbures doivent respecter la valeur limite suivante en concentration en hydrocarbures : 5 mg / l

La sortie du séparateur est protégée par un système d'obturation automatique.

Le séparateur est équipé d'une mesure de niveau avec alarme sonore et visuelle.

Le séparateur est entretenu et nettoyé périodiquement.

Caractéristiques du bassin d'infiltration

L'établissement « CRISTANOL » dispose d'un bassin d'infiltration dont les digues et le fond sont constitués de terre. Ses caractéristiques dimensionnelles sont les suivantes :

- surface minimum : 2000 m²
- profondeur : 50 cm

Le débit de fuite d'infiltration est au minimum de 720 m³/h (200 l/s).

Article 4.3.9.2 Eaux pluviales collectées sur les aires de stockage et de fabrication ainsi que sur les aires de chargement et de déchargement

Les eaux pluviales collectées sur les aires de stockage et de fabrication ainsi que sur les aires de chargement et de déchargement sont soit recyclées en process soit éliminées en tant que déchets vers les installations d'élimination autorisées à les recevoir. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers les bassins d'orage.

La caractérisation de la contamination est adaptée à la nature du risque de pollution (mesures de pH pour les cuvettes contenant des stockages d'acides ou de bases, mesure de conductivité, de présence d'alcools, de dénaturants, de gasoil, d'alcools dénaturés).

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collectes des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES ISSUES DE LA STATION D'ÉPURATION INTERNE AU SITE

L'exploitant est tenu de respecter, pour les eaux résiduelles dirigées vers l'épandage les valeurs limites ci-dessous définies.

a. En campagne sucrière :

Les effluents issus du bassin T20 sont envoyés par canalisation dans les bassins de stockage du Mont de Merlan sur la commune de Betheniville. Les effluents sont ensuite épandus. Le stockage et l'épandage sont couverts par un arrêté préfectoral délivré à la société CRISTAL UNION. Une convention lie ces deux entités.

Débit de référence : Moyen mensuel ⁽¹⁾: 2000 m³/j

paramètre	Concentration moyenne hebdomadaire (mg/l)	Concentration moyenne mensuelle (mg/l)	Flux moyen mensuel (kg/j)
MES	1600	800	1660
DCO	4000	3000	6200
DBO ₅	2000	1500	3100
COT	900	800	1660
N total	150	100	200
NH ₄	60	30	60
Phosphore (P ₂ O ₅)	40	40	60
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	1200	900	1860
Chlorures	300	200	400
Potassium (K ₂ O)	1700	1300	2700
Magnésium (MgO)	20	20	30
Sodium (Na ₂ O)	200	200	445

(1) Ce débit correspond à une marche normale de l'usine pendant 80 % du temps et une marche dégradée pendant 20 % du temps.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 6,5 et 8,5
- concentration maximale en hydrocarbures totaux < 5 mg/l,
- C/N moyen : 8

b. En intercampagne :

Débit de référence	Maximal journalier ⁽¹⁾ : 8 280 m ³ /j			Moyen mensuel ⁽²⁾ : 5 400 m ³ /j
paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)	Flux moyen mensuel (kg/j)
MES	260	1 000	2 155	1 405
DCO	1 500	5 000	12 420	8 100
DBO ₅	750	3 000	6 210	4 050
COT	500	1 670	4 140	2 700
N total	60	100	500	325
NH ₄	50	80	415	270
Phosphore (P ₂ O ₅)	15	30	125	85
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	300	500	2485	1620
Chlorures	100	200	820	540
Potassium (K ₂ O)	1100	1100	4140	2700
Magnésium (MgO)	15	30	125	85
Sodium (Na ₂ O)	100	200	830	540

- (1) *Ce débit correspond à une marche dégradée de l'usine pendant 24 h.*
- (2) *Ce débit correspond à une marche normale de l'usine pendant 80 % du temps et une marche dégradée pendant 20 % du temps.*

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 6,5-8,5
- concentration maximale en hydrocarbures totaux < 5 mg/l,
- C/N moyen : 8.

Les valeurs présentées ne prennent pas en compte l'atelier gluten. L'exploitant devra préciser les modifications engendrées 6 mois avant la mise en service de cet atelier.

c. Étude d'impact de la modification des valeurs limites dans les eaux usées suite aux travaux d'économie d'eaux :

Avant toute modification des valeurs limites d'émission ci-dessus, l'exploitant doit justifier les points suivants :

- l'absence d'impact sur le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral qui encadre l'épandage de ces effluents ;
- l'absence d'impact sur le sol et les eaux souterraines au niveau des zones d'épandage.

Afin de pouvoir évaluer la faisabilité d'une modification des valeurs limites d'émission ci-dessus, et ceci suite aux travaux d'économie d'eaux engagés par l'exploitant qui conduisent à une concentration plus importante des effluents, celui-ci devra transmettre une étude complète afin de pouvoir statuer sur cette demande. Cette étude doit notamment préciser les points suivants :

- les quantités et qualité des effluents sortant de la station d'épuration interne associée au rendement épuratoire des dispositifs en place pour l'ensemble des paramètres encadrés ci-dessus ;
- les quantités et qualité des effluents issus des eaux de purges des TAR (conformément aux dispositions précisées au paragraphe 4.3.12) ;
- les quantités et qualité de tout autre effluent destiné à l'épandage et arrivant en mélange dans les bassins destinés à l'épandage (caractérisation des effluents en provenance d'Air Liquide notamment) ;
- l'analyse et la justification (origine, paramètres impactant, etc) des dépassements des valeurs limites actuelles
- une étude technico-économique des différents moyens de traitement identifiés pour abattre les paramètres ne présentant pas de valeur agronomique ;
- l'impact de l'épandage des effluents au regard des valeurs limites et des flux demandés. Cette étude devra prendre en compte les paramètres issus des rejets de tours aéroréfrigérantes.

Ces éléments sont attendus pour le 30 novembre 2018.

ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les effluents doivent respecter les éléments définis dans la convention de raccordement des eaux usées définie avec la commune de Warmeriville.

ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES PURGES DES CIRCUITS DE REFROIDISSEMENT

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

La qualité des eaux de purges des circuits de refroidissement est tenue de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites définies dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 .

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 sont applicables à l'exception de l'article 43 (interdiction d'épandage des eaux de purges) pour lequel un aménagement est étudié. (voir chapitre 4.3.10)

Dans ce cadre, l'exploitant est tenu de transmettre :

1. les résultats d'analyse de l'eau d'appoint comprenant les paramètres précisés à l'article 28 de l'arrêté ministériel, complétés des paramètres suivants : DCO, phosphore total, chlorures et AOX (4.1.4) ;
2. les résultats de 4 campagnes d'analyse des eaux de purge. Ces 4 campagnes devront être représentatives du fonctionnement des installations sur une année. Une de ces campagnes devra être réalisée après un traitement choc. Les paramètres mesurés sont ceux définis à l'article 38 de l'arrêté ministériel précité ainsi que les sous-produits de décomposition. En complément, la campagne réalisée après choc devra présenter un screening de l'ensemble des paramètres de l'annexe 4 de l'arrêté ministériel précité. Chaque paramètre détecté (> aux valeurs limites de détection) sera analysé dans les campagnes suivantes.
3. le nombre de m³ d'eaux de purge réels rejetés par an ;
4. une interprétation des résultats (comparaison aux valeurs limites de l'arrêté ministériel, recherche de l'origine des dépassements, recherche de solutions pour remédier au problème le cas échéant) ; la présentation de l'ensemble des systèmes de refroidissement alternatifs étudiés ;
5. l'étude d'impact de cet épandage au regard de la qualité des effluents émis (voir article 4.3.10)

Les analyses peuvent être réalisées sur la TAR la plus importante sous réserve de justifier le fait que les résultats sont transposables en tous points aux autres TAR.

Les points 1 à 3 devront être transmis au plus tard le 31 mars 2018.

Les points 4 et 5 devront être transmis au 30 novembre 2018 dans le dossier prévu au 4.3.10.c.

TITRE 5 DECHETS ET COPRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

CHAPITRE 5.2 DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Les déchets sont désignés et codifiés selon la nomenclature déchets annexée au décret du 28 avril 2002.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

- Après mise en service des installations CRISTANOL 2 :
- Déchets non dangereux :

Origine et désignation		Code	Tonnage ou volume moyen annuel	Filière d'élimination
Déchets liés au process	Déchets organiques poudres (déchets de nettoyage du blé, poussières de produits organiques)	02.03.04	820 tonnes	VAL
	Déchets provenant du lavage, nettoyage, réduction mécaniques	02.07.01	2000 tonnes	VAL

	des matières			
	Déchets organiques pâteux (ratés de fabrication)	02.03.04	/	VAL
Déchets issus du traitement de l'eau	Boues de traitement des effluents industriels	02.07.05	26 000 m ³	EPA
	Boues de décantation des matières en suspension des eaux pluviales	02.07.05	40 m ³	EPA
Déchets liés aux opérations d'entretien et de maintenance	Solvants de dégraissage	14.06.03	3 tonnes	PC
	Ferrailles	17.04.07	26 tonnes	VAL
Déchets divers	Palettes	15.01.03	320 palettes	VAL
	Déchets banals (papier, plastique, chiffons, gobelets...)	20.03.01	20 tonnes	IE ou E
	Emballages carton	15.01.01	4 tonnes	VAL
	Déchets verts (tontes de gazons, branchage)	20.02.01	519 tonnes non évacués : laissés sur le terrain (mulching)	Engrais vert

- Déchets dangereux :

Origine et désignation		Code	Tonnage moyen annuel	Filière d'élimination
Déchets liés au process	Résidus solides ou liquides des laboratoires	16.05.07* et 16.05.08*	6 tonnes	VAL
	Installation de filtration usagée remplie avec du charbon actif	15.02.02	60 tonnes	VAL
Déchets issus du traitement de l'eau	Boues du séparateur à hydrocarbures	13.05.02*	4 tonnes	VAL
Déchets liés aux opérations d'entretien et de maintenance	Huiles usagées	13.01.10* et 13.02.05*	10 m ³	VAL
	Fûts d'huiles et graisses souillées	15.01.10*	3 tonnes	VAL
	Chiffons souillés	15.02.02*	6 tonnes	E
Déchets divers	Emballages plastiques vides souillés	15.01.02* et 15.01.10*	4 tonnes	VAL

CHAPITRE 5.3 BOUES PRODUITES PAR LA STATION D'ÉPURATION INTERNE AU SITE

L'épandage des boues est réalisée par la société CRISTAL UNION et est encadré par arrêté préfectoral délivré à cette société. Une convention lie les deux entités.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émissions dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. VALEURS LIMITES DE BRUIT

A – Limites de propriétés

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 6.2.3 DISPOSITIONS PRISES POUR L'UNITÉ UVBB

Un merlon « anti-bruit » de 8 m de hauteur, sur lequel des arbres persistants sont implantés, est mis en place sur les bordures Nord Nord/Est de l'unité UVBB, côté Isles sur Suippe.

Les broyeurs sont implantés dans des locaux insonorisés.

CHAPITRE 6.3 ÉCLAIRAGE NOCTURNE DU SITE

Le matériel d'éclairage en place sur le site crée une lumière ni agressive, ni éblouissante.

Le maintien en service des dispositifs d'éclairage répond aux nécessités d'exploitation et de sécurité du site, tout en intégrant une gestion économe de l'énergie.

TITRE 7 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours.

L'exploitant doit étudier les conséquences qu'aurait un incendie ou une explosion survenant sur une installation sur les installations voisines du site et prendre les mesures de protection nécessaires s'il est démontré que cet accident peut avoir des conséquences graves pour la sécurité des personnes et la tenue des bâtiments.

ARTICLE 7.2.3. INFORMATION PREVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNES

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.

Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jour relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

CHAPITRE 7.3 SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE

Conformément à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement l'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Il est proportionné aux risques et tient compte des éléments suivants :

- ✓ La politique de prévention des accidents majeurs doit être écrite et comprendre les objectifs et principes d'action généraux fixés par l'exploitant et en ce qui concerne la maîtrise des accidents majeurs.
- ✓ Le système de gestion de la sécurité doit intégrer le système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, le procédé et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.
- ✓ Il précise les points suivants :
 - L'organisation et la formation : définition des rôles et des responsabilités du personnel associé à la gestion des risques d'accidents majeurs à tous les niveaux de l'organisation, l'identification des besoins en matière de formation de ce personnel et l'organisation de cette formation, la participation du personnel et le cas échéant des sous-traitants.

- L'identification et l'évaluation des risques d'accidents majeurs avec l'adoption et la mise en œuvre de procédures pour l'identification systématique des risques d'accidents majeurs pouvant se produire en cas de fonctionnement normal ou anormal, ainsi que l'évaluation de leur probabilité et de leur gravité.
- Le contrôle de l'exploitation avec l'adoption et la mise en œuvre de procédures et d'instructions pour le fonctionnement dans les conditions de sécurité, y compris en ce qui concerne l'entretien des installations, des procédés, de l'équipement et des arrêts temporaires.
- La gestion des modifications avec l'adoption et la mise en œuvre de procédures pour la planification des modifications à apporter aux installations aux zones de stockage existantes ou pour la conception d'une nouvelle installation, procédé ou zone de stockage.
- La surveillance des performances avec l'adoption et la mise en œuvre de procédures en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant et la mise en place des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non respect. Les procédures doivent englober le système de notification des accidents majeurs ou d'accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de protection, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi en s'inspirant des expériences du passé.
- Le contrôle et l'analyse avec l'adoption et la mise en œuvre de procédures visant l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs, de l'efficacité du système de gestion de la sécurité et de son adéquation à la prévention des accidents majeurs. L'analyse documentée par la direction de l'établissement avec les résultats de la politique mise en place et la mise à jour du système de gestion de la sécurité.

L'exploitant affecte les moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans relatifs au suivi et à l'analyse du retour d'expérience.

L'exploitant transmet chaque année au préfet du département une note synthétique présentant les résultats des revues de direction relatives à la mise en œuvre de la politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité.

La politique de prévention des accidents majeurs ainsi qu'une synthèse du système de gestion de la sécurité sont intégrées à l'étude de dangers du site.

CHAPITRE 7.4 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.4.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La hauteur minimale de la clôture est de 2,5 mètres.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables, ...) pour les moyens d'intervention.

Article 7.4.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Accès piéton depuis le site de la sucrerie CRISTAL UNION de Bazancourt (passerelle piétonne associée au rack de tuyauterie passant au-dessus de la voie ferrée) :

L'accès au site CRISTANOL depuis la sucrerie CRISTAL UNION de Bazancourt, via la passerelle piétonne, est strictement limité au personnel habilité à y pénétrer.

Cet accès est rendu inaccessible aux personnes étrangères (mise en place d'une porte fermée à clef ou par badge par exemple).

Article 7.4.1.2. Caractéristiques minimales des voies

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- Voies utilisables par les engins :
 - largeur : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues,
 - force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum,
 - résistance au poinçonnement : 80 N / cm² sur une surface maximale de 0,20 m²,
 - rayon intérieur minimum : 11 mètres,
 - surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres (S et R : surlargeur et rayon intérieur exprimés en mètres),
 - hauteur libre : 3,50 mètres,
 - pente inférieure à 15 %.
- Voies échelles :
 - longueur minimale : 10 mètres,
 - largeur bandes réservées au stationnement exclues portée à 4 mètres,
 - pente minimum ramenée à 10 %,
 - si cette section de voie n'est pas sur la voie publique, elle doit être raccordée par une voie utilisable par les engins de secours (voie engins),
 - lorsque cette section est en impasse, sa largeur minimale est portée à 10 mètres avec une chaussée libre de stationnement de 7 mètres au moins.

ARTICLE 7.4.2. BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

Les salles de contrôle, de surveillance et les locaux dans lesquels sont présents des personnels, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les locaux électriques sont conçus selon les dispositions constructives suivantes :

- parois REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures),
- portes d'accès RE 30 (pare-flammes de degré ½ heure),
- absence de faux planchers ; à défaut les locaux électriques sont équipés d'une détection incendie et d'une extinction automatique incendie.

Les locaux électriques sont fermés à clé et leur accès est strictement réservé au personnel habilité. Des panneaux de signalisation informant de cette restriction d'accès sont implantés à proximité de ces locaux. Les risques présentés par ces installations et les consignes de sécurité font l'objet d'un affichage à l'entrée des locaux électriques.

ARTICLE 7.4.3. RACK AERIEN DE TRANSFERT DE VAPEUR, DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE VINASSES AU DROIT DE LA VOIE FERREE

Toute disposition est prise afin de prévenir l'épandage accidentel de produits au niveau du rack aérien assurant le transfert de vapeur et de matières premières (sirop, EP2) entre la sucrerie CRISTAL UNION de Bazancourt et l'établissement « CRISTANOL », ainsi que le transfert de vinasses entre les deux zones de l'établissement « CRISTANOL » dénommées « site de La Tourniolle » et « site du Mont de Pomacle ».

En particulier, le rack est équipé d'un système de collecte non couvert sur toute sa longueur, en pente vers le site de la Tourniolle.

Les tuyauteries sont soudées sur toute la longueur du rack (absence de bride). L'ensemble des soudures est contrôlé périodiquement.

ARTICLE 7.4.4. CANALISATIONS DE GAZ NATUREL ET POSTES DE DÉTENTE DE GAZ

Les canalisations de gaz naturel sont implantées à l'abri des chocs. Les postes de détente de gaz sont protégés contre les chocs.

ARTICLE 7.4.5 RECUPERATION DU CO₂

La canalisation de récupération du CO₂ est équipée en sortie de la colonne de lavage XXXXXXXXXXXXXXXX

ARTICLE 7.4.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les moteurs sont équipés de protection thermique contre les risques d'échauffement et de surtension.

Article 7.4.6.1 Zone à atmosphère explosive

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive (ATEX), portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risque d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et / ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Les moteurs situés en zone « ATEX » sont munis de sonde de température.

Article 7.4.6.2 silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, relevant de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées

Les silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, relevant de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées sont de plus conformes aux dispositions de l'article 8.9.6 du présent arrêté.

ARTICLE 7.4.7 PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et de toutes ses modifications ultérieures.

En particulier, les installations sont protégées en tenant compte des conclusions des études préalables de protection contre la foudre effectuées en avril 2003 et septembre 2005, incluses aux dossiers de demande d'autorisation déposés respectivement les 1^{er} décembre 2004 (CRISTANOL 1) et 16 juin 2006 (CRISTANOL 2).

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestrielle du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Afin de prendre en compte l'évolution des normes sur le sujet, l'étude foudre du site est mise à jour à l'aide d'une analyse du risque foudre (ARF) réalisée, par un organisme compétent, dans les installations soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées visées en annexe de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. Elle est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au plus tard pour le 1er janvier 2012 :

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre, prévus dans l'étude technique, sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard le 1er janvier 2012. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation de protections nouvelles fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle de l'ensemble des dispositifs de protection est réalisée annuellement par un organisme compétent. Leur état fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Les équipements mis en place en application de la réglementation antérieure font l'objet durant la période transitoire d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.

ARTICLE 7.4.8 SEISME

Les installations présentant un risque important pour l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel du 10 mai 1993.

En particulier, les installations (incluant, entre autres, les parcs de stockage d'alcool et le réseau incendie) sont dimensionnées en tenant compte des conclusions de l'étude de l'aléa sismique local effectuée en mars 2004, dans le cadre d'une approche à caractère déterministe pour ouvrage à « risque spécial », et incluse aux dossiers de demande d'autorisation déposés les 1^{er} décembre 2004 (CRISTANOL 1) et 16 juin 2006 (CRISTANOL 2).

ARTICLE 7.4.9 METHANISEUR

Le méthaniseur est équipé :

– XXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXX

ARTICLE 7.4.10 CHAUDIERES DE L'UVBB

Alimentation en biomasse

Les équipements suivants sont mis en place :

XXXXXXX

Gazéificateur des chaudières CH1 et CH2

Les équipements suivants sont mis en place :

- XXXXXX

Chambre cyclonique et foyer de la chaudière CH1 et CH2

Les équipements suivants sont mis en place :

- XXXXX

L'installation est exploitée sous la surveillance d'un personnel qualifié.

La conduite des installations fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, procédure d'urgence, entretien...) qui sont rendues disponibles pour le personnel.

Réseau de vapeur de la chaudière

Les équipements suivants sont mis en place :

- XXXX

ARTICLE 7.4.11 STOCKAGES DE COMBUSTIBLES BIOMASSE

Les stockages de combustibles sont isolés par rapport aux chaudières, au minimum par un mur REI 120 ou par une distance d'isolement qui ne peut être inférieure à 10 mètres.

Les stockages présentant des risques d'échauffement spontané sont pourvus de sondes de température. Une alarme alerte les opérateurs en cas de dérive.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

Les limites de stockage sont implantées à une distance de l'enceinte de l'établissement d'au minimum 10 mètres pour les installations d'un volume inférieur à 10 000 m³.

Stockage en extérieur

La paille est stockée sur une hauteur de 8 m dans un hangar ouvert et les plaquettes forestières sur une plateforme à l'air libre.

Les produits conditionnés en masse (balle, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- volume maximal des îlots : 10 000 m³,

- distance entre deux îlots : 10 mètres minimum. Cette distance peut être inférieure lorsque le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique ou lorsque les deux îlots sont séparés par une paroi présentant les propriétés EI120 surplombant le plus haut des deux îlots d'au moins deux mètres et débordant, au sol, la base de chacun des îlots d'au moins deux mètres,
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres sauf en cas de mise en place de système d'extinction automatique,
- une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond.

Silo de stockage

Le son, les issues de silos ainsi que la paille et le bois broyés sont stockés dans des silos équipés de capteurs de CO et d'événements de décharge dimensionnés conformément aux normes en vigueur.

Entrepôt de plaquettes forestières

Les 3 cases principales de stockage sont conformes aux prescriptions du stockage en extérieur.

ARTICLE 7.4.12 TRAITEMENT DE LA BIOMASSE

Les broyeurs disposent de sondes de température paliers et de contrôleur de rotation en vue de prévenir une source d'inflammation.

CHAPITRE 7.5 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.5.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites.

Ces consignes ou modes opératoires ressortent de l'application du système de gestion de la sécurité.

Les opérations de lancement de nouvelles fabrication, le démarrage de nouvelles unités, ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

ARTICLE 7.5.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES

Les installations et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

L'étanchéité des cuves de stockage de matières premières, de produits finis, de liquides inflammables et de produits chimiques est contrôlée périodiquement (état des parois latérales, du fond des cuves et des supports). Cette vérification comprend notamment une recherche de la présence de suintement, de fissuration et de corrosion.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

ARTICLE 7.5.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention.

ARTICLE 7.5.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Ces informations comportent notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.5.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Article 7.5.5.1 Généralités

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible ou toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.5.5.2 Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre, notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc....) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou intervention sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple est réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

CHAPITRE 7.6 ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.6.1. LISTE DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

ARTICLE 7.6.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SÛR DES PROCÉDÉS

L'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

ARTICLE 7.6.3. FACTEURS ET DISPOSITIFS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

Les dispositifs importants pour la sécurité, qu'ils soient techniques, organisationnels ou mixtes, sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant.

Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc...).

Toute défaillance des équipements, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

Ces dispositifs et en particulier les chaînes de transmission sont conçus pour permettre leur maintenance et s'assurer périodiquement, par test, de leur efficacité.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou d'un élément important pour la sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

ARTICLE 7.6.4. SYSTEMES D'ALARME ET DE MISE EN SECURITE DES INSTALLATIONS

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

ARTICLE 7.6.5. DISPOSITIF DE CONDUITE

Les dispositifs de conduite des installations sont conçus de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Les dispositifs de conduite des unités sont centralisés en salle de contrôle.

Pour les deux lignes (« betteraves » et « blé »), un automate, monté en parallèle de l'automate de production (SNCC), est spécifiquement dédié au traitement des informations relatives à la sécurité des installations.

L'automate est secouru par onduleur durant au moins vingt minutes.

Avant la mise en service des installations CRISTANOL 1, lors de la phase d'essai à l'eau, l'ensemble des fonctionnalités du SNCC sera testé et un exercice avec coupure de l'alimentation électrique sera effectué. Une synthèse des résultats de ces essais sera transmise à l'inspection des installations classées, au plus tard un mois après réalisation de ces tests. Il en sera de même, avant la mise en service des installations CRISTANOL 2.

Sans préjudice de la protection des personnes, les salles de contrôle des unités sont protégées contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche, en vue de permettre la mise en sécurité des installations.

ARTICLE 7.6.6. SURVEILLANCE ET DETECTION DES ZONES DE DANGERS

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable visant à informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

a) réseaux de détection de vapeurs alcooliques / de gaz / de détection incendie :

XXXXXXX

ARTICLE 7.6.7. ALIMENTATION ELECTRIQUE

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

ARTICLE 7.6.8. ALIMENTATION EN GAZ

Les vannes de coupure de l'alimentation en gaz présente dans l'enceinte de Cristanol doivent être accessible en tout temps et située en dehors des zones d'effets dominos des installations à proximité.

ARTICLE 7.6.9. UTILITES DESTINEES A L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

CHAPITRE 7.7 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.7.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.7.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés ;

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Les capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Chaque capacité de rétention dispose d'une fosse de relevage équipée de détecteur de niveau haut et de niveau bas. Les mesures de niveau sont reportées en salle de contrôle.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux pluviales.

ARTICLE 7.7.4. RESERVOIRS

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistances aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les réservoirs sont munis des équipements suivants :

- XXXX

ARTICLE 7.7.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Les réservoirs enterrés de liquides inflammables sont installés et exploités conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes. Ils sont à double paroi en acier selon la norme NFM 88513, munis d'un système de détection de fuite entre les deux parois qui déclenchera automatiquement une alarme sonore et visuelle, et équipés d'événements munis de pare-flammes.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.7.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant le fonctionnement normal.

ARTICLE 7.7.7. TRANSPORTS – CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. La configuration des rétentions est la suivante :

Postes de chargement et déchargement	rétentions associées (caractéristiques et volume minimal)
chargement et déchargement Alcool / Huiles de Fusel camions	Fosse de rétention déportée enterrée : 90 m ³
chargement et déchargement Alcool / Huiles de Fusel wagons	Fosse de rétention déportée enterrée : 135 m ³
Chargement Vinasses	Fosse de rétention déportée enterrée : 100 m ³ (commune au déchargement de Sirop / EP2)
Déchargement Sirop / EP2	Fosse de rétention déportée enterrée : 100 m ³ (commune

	au chargement des vinasses)
Déchargement Produits chimiques vrac / anti-mousse	Fosse de rétention déportée enterrée : 35 m ³
Déchargement peroxyde d'hydrogène	Fosse de rétention déportée enterrée : 35 m ³
Déchargement dénaturants / gasoil	Fosse de rétention déportée enterrée (commune aux postes de chargement camions d'alcools) : 90 m ³

Les fosses de rétention déportées et enterrées sont munies d'une sonde de mesure de niveau reportée en salle de contrôle, d'une pompe de relevage permettant d'évacuer les effluents vers la filière de traitement adaptée.

Les fosses de rétention servant aux aires de chargement / déchargement de liquides inflammables (alcools, huiles de fusel, dénaturants et carburants) disposent en plus d'une détection de vapeurs explosibles, avec report en salle de contrôle.

Les postes de chargement et de déchargement de véhicules citernes de liquides inflammables sont sur rétention équipée de regards siphonides à chaque emplacement. Le diamètre et le nombre de regards sont dimensionnés selon les règles de l'art et en fonction du débit maximal d'épandage de liquide inflammable.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Transport pour alimenter l'unité UVBB en biomasse

Un itinéraire de circulation est mis en place afin de limiter au maximum le passage des camions approvisionnant le site en biomasse dans les villages environnants.

Les véhicules de transport alimentant le site en biomasse (paille, son, plaquettes forestières, connexes de scieries, bois de fin de vie propre non adjuvanté, issues de silos) repartent du site avec un plateau propre. L'exploitant s'assure de cette disposition avant que les véhicules quittent le site et assure une traçabilité de ces contrôles qui est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.8 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.8.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

ARTICLE 7.8.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.8.3. MOYENS DE SECOURS INTERNES

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

XXXXX

ARTICLE 7.8.4. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

L'exploitant affiche à l'entrée de son établissement un plan schématique conforme à la norme NFS 60 303 relative aux plans et consignes contre l'incendie afin de faciliter l'intervention des secours extérieurs. Figurent notamment sur ce plan :

- les locaux à risques particuliers et les locaux techniques,
- les dispositifs de commande de sécurité,
- les organes de coupure des sources d'énergie,
- les moyens d'extinction fixes, les moyens d'alarme.

ARTICLE 7.8.5. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Article 7.8.5.1. Système d'alerte interne

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. Un déclencheur et une sirène situés en salle de contrôle B6 donne l'alarme générale.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse 100 mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

L'établissement est muni d'une station météorologique permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température. Ces mesures sont reportées en salle de contrôle. Les capteurs de mesure des données météorologiques sont sécurisés. Les capteurs météorologiques peuvent être communs à plusieurs installations.

Article 7.8.5.2. Plan d'opération interne

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. pour mise en application des articles 2.5.2. et 3.2.2. de l'instruction ministérielle du 12 juillet 1985.

Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarios d'accident envisagés dans l'étude des dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tous renforts extérieurs situés à moins de 3 heures de délai d'acheminement.

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests annuels du dispositif et des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,
- la prise en compte de l'actualisation de l'étude des dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage).

Le POI est mis à jour de façon systématique en fonction de l'usure de son contenu et des améliorations décidées.

Le POI est mis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), doit être consulté sur la teneur du POI ; l'avis du comité est transmis au préfet.

Le préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de POI qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées, par le service départemental d'incendie et de secours et le service interministériel de la défense et de la protection civile.

Les modifications notables du POI doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion.

Un exercice annuel est réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.

L'exploitant réalise au moins un exercice annuel associant la société Air Liquide.

ARTICLE 7.8.6. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Article 7.8.6.1 Dossier de lutte contre la pollution des eaux

L'exploitant constitue à ce titre un dossier « LUTTE CONTRE LA POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX » qui permet de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés qui en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en œuvre peuvent porter atteintes à l'environnement lors d'un rejet direct,
- leur évolution et les conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

L'ensemble de ces documents est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

Article 7.8.6.2 Bassins d'orage

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont collectés dans les bassins d'orage du site pour y être confinés.

TITRE 8 CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

Les dispositions ci-dessous s'appliquent **en plus** des dispositions définies précédemment.

CHAPITRE 8.1 DEPÔTS AERIENS DE LIQUIDES INFLAMMABLES

ARTICLE 8.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les dépôts devront être installés et exploités conformément à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 modifié le 19 novembre 1975, relatifs aux dépôts d'hydrocarbures liquides et à l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989 relative aux dépôts aériens de liquides inflammables.

Les mélanges ou formulations de produits ne peuvent se faire que dans des aires ou des cuvettes spécialement affectées à cet usage, à l'écart des zones de stockage. Les réservoirs ou enceintes où sont réalisées ces opérations sont munis d'appareils de suivi, de contrôle et d'enregistrement des paramètres significatifs du procédé d'élaboration (débit, pression, températures).

La configuration des parcs de stockage de liquides inflammables est la suivante :

XXXX

ARTICLE 8.1.2. PROTECTION DES EAUX

Article 8.1.2.1 Cuvettes de rétention

Les cuvettes de rétention doivent avoir un volume au moins égal à celui du plus gros réservoir contenu et à la moitié de la capacité totale de tous les bacs situés dans la cuvette.

Les cuvettes de rétention sont étanches ; la vitesse de pénétration des liquides au travers de la couche étanche sera au maximum de 10^{-8} m/s et cette dernière aura une épaisseur minimale de 2 cm.

Les cuvettes de rétention sont divisées en compartiments suivants la configuration définie à l'article 8.1.1.

Dans chaque compartiment les écoulements sont drainés vers une fosse de relevage.

Chaque fosse de relevage est équipée :

- de détecteurs de niveau haut et de niveau bas,
- de détecteurs de vapeurs alcooliques,
- d'une pompe de relevage à faible débit ($5 \text{ m}^3/\text{h}$) permettant d'évacuer les effluents vers un réservoir tampon d'une capacité minimale de 100 m^3

Les mesures de niveaux et de présence de vapeurs d'alcools sont reportées en continu en salle de contrôle.

La vidange du réservoir tampon vers la filière de traitement adaptée est effectuée après analyse des effluents.

Le démarrage des pompes de relevage est manuel, sauf pour les cuvettes des stockages d'alcool, après contrôle de la qualité des effluents contenus dans la cuvette. Pour les cuvettes du parc alcool, le démarrage est automatique vers la fosse déportée. En revanche, le démarrage des pompes de la fosse déportée est manuel.

Les pompes de relevage sont en revanche asservies au niveau bas de la fosse pour l'arrêt. L'arrêt des pompes est aussi asservi à la détection de vapeurs d'alcools dans les cuvettes de rétention et à la détection de niveau haut de la cuve de reprise des cuvettes de rétention.

Article 8.1.2.2. Merlons et murets des rétentions

Les merlons et murets de rétention sont étanches et doivent résister au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir. Ils sont périodiquement surveillés et entretenus. Ceux-ci doivent au moins être stables au feu d'une durée de six heures.

Les murs périphériques des cuvettes de rétention doivent dépasser le niveau du sol d'au moins 2 mètres.

Article 8.1.2.3. Surveillance des eaux souterraines

Des puits de contrôles (piézomètres) sont implantés, dont au moins un en amont et deux en aval par rapport au sens d'écoulement de la nappe. La qualité des eaux doit être vérifiée deux fois par an en période de basses eaux et de hautes eaux et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite...). La surveillance porte sur les paramètres suivants :

- Hydrocarbures totaux (HCT)
- Carbone organique total (COT),
- Azote global,
- Nitrates (N-NO₃).

ARTICLE 8.1.3. AMENAGEMENT DES DEPOTS

Article 8.1.3.1. Vannes - Vannes de pied de bac – pompes de transfert

Les vannes de pieds de bacs doivent être de type sécurité feu, commandables à distance et à sécurité positive. En sus des protections électriques traditionnelles les pompes de transfert sont équipées d'une temporisation arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul.

Les vannes sont munies d'une détection de discordance sur les fins de course des positions des vannes, avec report d'alarme en salles de contrôle.

Article 8.1.3.2. Canalisations

Les traversées de murets par des canalisations doivent être jointoyées par des produits coupe feu quatre heures. Toutes les canalisations qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation de la cuvette ou à sa sécurité doivent être exclues de celles-ci. En cas de conduite générale alimentant plusieurs cuvettes, seules des dérivations sectionnables peuvent pénétrer celles-ci.

Les parties de tuyauteries isolables sont équipées de soupapes de décharge tarées suivant les règles de l'art et dont les échappements sont raccordés aux bacs considérés.

Article 8.1.3.3. Réservoirs

XXXXXXXXXX

Article 8.1.3.4. Inertage des réservoirs de liquides inflammables

XXXX

ARTICLE 8.1.4. RESEAU D'INCENDIE

Article 8.1.4.1. Réseau d'incendie

Le réseau d'eau incendie doit être maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante. Les bras morts ne sont pas autorisés.

Article 8.1.4.2. Couronnes d'arrosage

XXXX

Article 8.1.4.3. Débit d'eau incendie

XXXX

Article 8.1.4.4. Besoins en eau et mousse

XXXX

ARTICLE 8.1.5. PROTECTION D'INCENDIE

XXXX

**CHAPITRE 8.2 POSTES DE CHARGEMENT / DÉCHARGEMENT
DES CAMIONS-CITERNES D'ALCOOLS ET DES WAGONS-CITERNES D'ALCOOLS**

Les postes de chargement et de déchargement des camions-citernes et des wagons citernes d'alcools sont implantés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 modifié le 19 novembre 1975, relatifs aux dépôts d'hydrocarbures liquides. Ils sont de plus situés en dehors des périmètres d'effets thermiques irréversibles associés aux parcs de stockage d'alcools (hors scénario d'incendie généralisé des cuvettes n°2 et 3).

Les opérations de chargement / déchargement doivent se faire sous le contrôle d'une personne qualifiée et nommément désignée.

Les postes de chargement / déchargement sont équipés de capteurs permettant de détecter la position de la passerelle de chargement.

Les bras de chargement / déchargement sont équipés :

- d'une sonde de niveau asservie à la vanne de remplissage,
- d'un capteur de position du bras de chargement / déchargement, avec report de la mesure en salle de contrôle,
- d'une vanne casse vide située en partie supérieure du bras permettant la vidange totale de celui-ci après la fermeture de la vanne d'alimentation.

Les camions et les wagons citernes d'alcools sont reliés au circuit de terre avant toute opération de déchargement.

■ Camions citernes :

Les prescriptions suivantes doivent être respectées préalablement au chargement / déchargement des citernes routières d'alcools et être affichées sous forme de consignes aux postes de dépotage.

Le chauffeur doit amener son véhicule en position de chargement / déchargement l'avant tournée vers la sortie du poste, de telle sorte qu'il puisse repartir sans manœuvre. Il doit, dès la mise en place :

- serrer le frein à main ou immobiliser le véhicule à l'aide de cales facilement escamotables, placer le levier de vitesse au point mort,
- arrêter le moteur du véhicule,
- couper l'éclairage et le circuit de batterie,
- établir la liaison équipotentielle avec l'installation fixe puis procéder aux opérations de chargement ou de déchargement.

Pendant les opérations de chargement ou de déchargement, il est interdit de procéder sur le véhicule ou sur le moteur à des interventions telles que nettoyage ou réparations.

Un merlon de 3m de haut isole le poste de chargement camions alcool du local chargeur en béton armé.

▪ Wagons citernes :

Le tamponnement des wagons-citernes en cours de chargement ou de déchargement par d'autres engins en mouvement est rendu matériellement impossible par des dispositifs de sécurité appropriés (cales, sabots par exemple).

Les postes de chargement / déchargement de wagons-citernes d'alcools sont séparés sur toute leur longueur de la voie ferrée SNCF de transport de voyageurs située à proximité par un merlon de terre d'une hauteur minimale de 6 mètres.

• Wagons citernes d'alcool :

Implantation de 2 panneaux « anti-dépassement – limite du stockage des wagons d'alcool » situés à 70 m des 2 côtés des limites du site.

CHAPITRE 8.3 INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES RELEVANT DES RUBRIQUES 4331 ET 4755

Les équipements sous pression des installations de production de liquides inflammables sont conformes à la réglementation régissant le fonctionnement des appareils à pression.

Article 8.3.1. rétention

Le sol des ateliers de distillation d'alcools est étanche. Tout écoulement accidentel est drainé, via des regards siphonides, vers deux fosses de rétention déportées enterrées. Celles-ci sont dimensionnées selon les règles de l'art et constituent une capacité totale minimale de 200 m³ répartie comme suit : 100 m³ pour les ateliers D1, D2 TM1 et 100 m³ pour les ateliers D3 et TM2.

Ces fosses sont munies :

- d'une pompe de relevage,
- d'une sonde de mesure de niveau,
- d'une détection de vapeurs alcooliques, avec report d'alarme en salle de contrôle.

L'arrêt de la pompe de relevage est asservi à la détection de vapeurs d'alcools.

La vidange des fosses de rétention déportées enterrées vers la filière de traitement adaptée est effectuée après analyse des effluents.

Article 8.3.2. Colonnes de distillation

XXXXX

Article 8.3.3. canalisation de transfert

Les canalisations de transfert d'alcool des ateliers de production vers les réservoirs de stockage sont soudées sur toute leur longueur (absence de bride). L'ensemble des soudures est contrôlé périodiquement.

CHAPITRE 8.4 STOCKAGE D'ACIDES

ARTICLE 8.4.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'implantation des réservoirs de stockage d'acides respecte les distances d'éloignement minimales suivantes :

- 10 mètres de tout stockage de matières combustibles ou de produits susceptibles de réagir vivement avec les acides visés,
- 30 mètres des limites de propriété pour les stockages d'acides à l'air libre.

Les petits contenants d'acide ne sont pas exposés au rayonnement solaire direct, sont protégés contre les intempéries (stockage sous auvent).

Les matériaux constitutifs des cuves de stockage d'acides sont traités anti-UV.

Dans tous les cas, les produits doivent être stockés à l'écart de toute source de chaleur ou d'ignition.

Les récipients de stockage, leurs accessoires et équipements tels que brides, pieds de bacs doivent être compatibles avec les produits à stocker.

Si les réservoirs sont installés en surélévation, ils seront placés sur des bâtis ou supports construits dans les règles de l'art et offrant toutes garanties de résistance mécanique; ils sont maintenus à l'abri de toutes corrosions. Concernant la circulation au sein de l'entrepôt, toutes dispositions doivent être prises pour qu'en aucun cas le heurt d'un véhicule ne puisse nuire à la solidité de l'ensemble. En conséquence, les voies de circulation sont disposées de telle sorte qu'un intervalle avec bornes de protection surélevées d'au moins cinquante centimètres existe entre le soutènement des réservoirs et les véhicules. Les réservoirs situés en surélévation sont installés de manière telle qu'on puisse facilement circuler et déceler tout suintement ou fuite et y remédier.

ARTICLE 8.4.2. SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

En particulier, les réservoirs devront faire l'objet d'examens périodiques. L'examen extérieur des parois latérales et du fond des réservoirs doit être effectué régulièrement sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder douze mois.

Le bon état de l'intérieur du réservoir doit également être contrôlé par une méthode adaptée. Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques ou inflammables, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques...) seront mises en œuvre.

Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, on doit procéder à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier. Un contrôle des impuretés éventuelles pouvant être présentes doit régulièrement être effectué. Les lavages pouvant précéder les

vérifications périodiques ne doivent pas provoquer d'attaque sensible des matériaux susceptible d'être accompagnée de dégagement gazeux.

Le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs, si tel est le cas, doit également faire l'objet de vérifications. Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les opérations de vidange et de remplissage des réservoirs doivent être effectuées de telle sorte à éviter toute possibilité d'épanchement de liquides ou de mélanges de liquides incompatibles. Elles s'effectuent sous la conduite d'une personne dûment habilitée à cet effet, pendant les opérations de transfert.

La vidange en service normal se fait, soit par un robinet placé à la partie inférieure du réservoir et muni d'un tampon de sécurité guidé à l'intérieur du réservoir, soit par un siphonnage avec dispositif à poste fixe permettant l'amorçage facile du siphon muni à son extrémité d'un robinet d'arrêt facile à manœuvrer ou tout autre dispositif susceptible de satisfaire à l'objectif de prévention de débordement.

Suivant les cas, un dispositif doit permettre de manœuvrer à distance le tampon de sécurité ou bien un dispositif antisiphon, commandé à distance, apposé sur la canalisation pour être utilisé en cas d'accident ou d'incident au robinet d'arrêt pendant les opérations de vidange.

L'alimentation des réservoirs s'effectue au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du liquide; le bon état des canalisations doit être vérifié fréquemment.

Toute possibilité de débordement de réservoirs, de fûts métalliques ou containers, en cours de remplissage est évitée soit en apposant un dispositif de trop-plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit en apposant un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.

Les événements, les trous de respiration et, en général, tous mécanismes pour évacuer l'air du réservoir au moment du remplissage ou pour faire pénétrer l'air au moment de la vidange, doivent avoir un débit suffisant pour qu'il n'en résulte jamais de surpressions ou de dépressions anormales à l'intérieur.

CHAPITRE 8.5 STOCKAGE DE SUBSTANCES OU PRÉPARATION DANGEREUSES RELEVANT DES RUBRIQUES 4110, 4130, 4140, 4510

ARTICLE 8.5.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les stockages de substances ou préparations très toxiques doivent être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété pour les stockages à l'air libre ou sous auvent.

ARTICLE 8.5.2. AMÉNAGEMENT ET ORGANISATION DES STOCKAGES

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme liquide ne devra pas excéder 5 mètres dans un bâtiment, 4 mètres à l'air libre ou sous auvent.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins un mètre entre le stockage des substances ou préparations très toxiques et le plafond.

Les récipients peuvent être stockés en plein air à condition que le contenu ne soit pas sensible à des températures extrêmes et aux intempéries.

Les substances ou préparations très toxiques doivent être stockées, manipulées ou utilisées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations très toxiques doivent être stockés verticalement sur des palettes. Toute disposition doit être prise pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau avec report d'alarme pour éviter tout sur remplissage.

CHAPITRE 8.6 DÉPÔT AÉRIEN XXX RELEVANT DE LA RUBRIQUE 47XX

ARTICLE 8.6.1. NATURE DES INSTALLATIONS

XXX

ARTICLE 8.6.2. ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

XXXX

ARTICLE 8.6.3. IMPLANTATION

Les installations ne sont pas situées dans des locaux.

Les installations sont implantées :

- à une distance d'au moins 10 mètres des installations pour lesquelles l'apport de feu n'est pas restreint ;
- à une distance d'au moins 40 mètres de tout entreposage de matières combustibles.
- en dehors des zones d'effets dominos et d'effets missiles associées aux autres installations du site.

ARTICLE 8.6.4 AIRES DE DÉPOTAGE

XXXX

ARTICLE 8.6.5 FLEXIBLES DE TRANSVASEMENT

Le bon état des flexibles de transvasement est vérifié périodiquement, et en tout état de cause à chaque utilisation, et les raccords intermédiaires sont proscrits.

ARTICLE 8.6.6 DÉTECTEURS XXXX

XXX

ARTICLE 8.6.7 CUVES DE STOCKAGE XXX

XXXX

ARTICLE 8.6.8 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Des arrêts d'urgence sont judicieusement disposés à proximité des installations. Le déclenchement d'un arrêt d'urgence entraîne automatiquement l'arrêt du déchargement XXXXX

ARTICLE 8.6.9 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués de :

- deux extincteurs à poudre de 9 kilogrammes chacun,
- deux robinets d'incendie d'un type normalisé armés en permanence ;
- une bouche d'incendie de 100 millimètres d'un type normalisé (ou une réserve d'eau de 125 m³) située à moins de 100 mètres du dépôt aérien.

CHAPITRE 8.7 DEPÔT AERIEN DE DENATURANTS

La configuration du dépôt aérien de stockage de dénaturants est la suivante :

Nature du produit	Volume maximum de produit stocké (m³)	Volume minimal de la cuvette de rétention associée (m³)
Phtalate d'éthyle	30	35
+ méthyle éthyl cétone	49,25	dans cuvette rétention 1.2

Le dépôt aérien de dénaturants est implanté en dehors des périmètres d'effets thermiques irréversibles associés aux postes de chargement / déchargement des camions citernes d'alcool et en tout état de cause à plus de 30 mètres de ces mêmes postes.

Les cuvettes de rétention associées aux réservoirs aériens de stockage de dénaturants disposent d'une fosse de relevage équipée de détecteur de niveau haut, de niveau bas et de vapeurs alcooliques.

CHAPITRE 8.8

SILOS ET INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES, GRAINS, PRODUITS ALIMENTAIRES OU TOUT PRODUIT ORGANIQUE DÉGAGEANT DES POUSSIÈRES INFLAMMABLES, RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2160

INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES 2226 ET 2260

ENTREPÔTS DE STOCKAGE DE MATIÈRES COMBUSTIBLES, RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1510

ARTICLE 8.8.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Installations relevant de la rubrique 2160 :

Les silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, relevant de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées sont conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, ainsi qu'à toutes les évolutions ultérieures qui concerneront les installations existantes.

Installations relevant de la rubrique 1510 :

Le bâtiment de stockage et de conditionnement des glutens est conforme à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de l'arrêté ministériel type n° 183 ter relatif aux entrepôts couverts (Stockage de matières, produits ou substances combustibles) soumis à déclaration, ainsi qu'à toutes les évolutions ultérieures qui concerneront les installations existantes.

Brûleur au gaz naturel du sécheur de drèches (installation relevant de la rubrique 2910) :

Le brûleur du sécheur de drèches est conforme aux préconisations de l'étude de dangers du site. Il est conçu conformément aux normes en vigueur, et notamment à la norme NF EN 746.2 ainsi qu'à toutes ses évolutions ultérieures qui concerneront les installations existantes.

ARTICLE 8.8.2. IMPLANTATION

Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 25 mètres.

On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite des installations (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrégation et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article.

ARTICLE 8.8.3. AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT DES PRODUITS

Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.

Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Les aires de chargement et de déchargement sont munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

Ces aires doivent être nettoyées.

ARTICLE 8.8.4. INTERDICTION DE FUMER

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.

ARTICLE 8.8.5. TRAVAUX, MAINTENANCE, EXPLOITATION

Pour les interventions par points chauds dans les installations, l'exploitant s'assure de l'arrêt total de l'ensemble des moyens de manutention et d'aspiration pendant toute phase de maintenance ou de modification d'une installation.

Les zones dans lesquelles ont lieu les travaux sont entièrement dépoussiérées dans un rayon suffisant, défini par l'exploitant dans le permis feu délivré pour l'occasion ou à défaut dans un rayon de 10 mètres dans toutes les directions.

Des bâches ignifugées pourront être judicieusement réparties à proximité de la zone de travail.

Les sources d'éclairages fixes ou mobiles doivent être protégées par des enveloppes résistantes au choc et compatibles avec les zones dans lesquelles elles sont employées. L'utilisation de lampes baladeuses à l'intérieur des installations est proscrite.

Les matériels électriques sont a minima étanches aux poussières.

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières ; ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés.

Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage des silos sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.8.6. PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION

Les mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie doivent être réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux installations et aux produits.

Les zones où des atmosphères explosives peuvent se former sont définies et signalées sous la responsabilité de l'exploitant selon les réglementations en vigueur. Les matériels présents dans les zones où peuvent se former des atmosphères explosives doivent être conformes aux réglementations en vigueur.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions en vigueur.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les silos ne doivent pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur ses toits.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.8.7. NETTOYAGE DES LOCAUX

Tous les silos ainsi que les bâtiments et locaux associés sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre à disposition de l'inspection des installations classées..

En tout état de cause, le nettoyage est effectué en totalité sur les silos, dans les bâtiments abritant des installations relevant des rubriques 2226 et 2260 et dans le bâtiment de stockage et de conditionnement des glutens au minimum 2 fois par an. La quantité de poussières fines déposées sur les sols et les parois ne doit pas être supérieure à 50 g/m².

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Les opérations de nettoyage font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

ARTICLE 8.8.8. SYSTÈMES D'ASPIRATION

Le fonctionnement des installations de manutention aspirées sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

Les systèmes d'aspiration sont correctement dimensionnés, en débit et en lieu d'aspiration.

Afin de lutter contre les risques d'explosion, les dispositions suivantes sont prises :

- les poussières sont stockées en bigs-bag. Ce stockage est situé à l'extérieur des installations, dans des locaux indépendants des équipements. Ces locaux sont équipés de matériel électrique (appareils d'éclairage) conforme aux dispositions de l'article 8.9.6 du présent chapitre (matériel « ATEX ») ;
- toutes les parties métalliques des filtres sont reliées à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles, manches,...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques ;
- les canalisations d'aspiration des filtres sont régulièrement contrôlées de façon à s'assurer que rien ne gêne ou ne diminue l'aspiration ;
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux ;
- les moteurs des ventilateurs d'extraction sont dotés de disjoncteurs, stoppant leur fonctionnement en cas de détection de surintensité ;
- les filtres à décolmatage sont équipés de capteurs de niveau à palettes ou à lames vibrantes ou tout autre technique assurant une fonction de sécurité équivalente,
- s'il y a un risque d'aspiration de particules incandescentes, les filtres sont équipés en amont d'un détecteur d'étincelle ;
- des événements normalisés équipent les filtres à décolmatage.

L'exploitant établit un programme d'entretien du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.8.9. PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX APPAREILS DE MANUTENTION

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. Afin de satisfaire cet objectif, les dispositifs suivants sont notamment mis en place :

✓ Détecteurs de bourrage :

Tous les transporteurs (transporteurs à chaîne, transporteurs à bande, transporteurs à vis) et tous les élévateurs sont équipés de détecteurs de bourrage.

✓ Contrôleurs de rotation :

Tous les transporteurs (transporteurs à chaîne, transporteurs à bande, transporteurs à vis) et tous les élévateurs sont équipés de contrôleurs de rotation.

✓ Contrôleurs de déport de bandes / déport de sangles :

Tous les transporteurs à bande sont équipés de contrôleurs de déport de bandes. Les élévateurs sont munis de contrôleurs de déport de sangles.

✓ Détecteurs de température :

Les paliers des transporteurs à bandes et des élévateurs sont équipés de sonde de température.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont, immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement entraînent également la mise en route d'une alarme sonore et visuelle reportée sur la supervision.

Tous les moteurs des équipements de manutention (extraction y compris) sont dotés de disjoncteur, stoppant leur fonctionnement en cas de détection de surintensité.

Les bandes des transporteurs et les sangles des élévateurs sont non propagatrices de la flamme.

Tous les transporteurs à chaînes et à bandes, les élévateurs, et les appareils de nettoyage sont capotés et raccordés au système de dépoussiérage afin d'empêcher la propagation de la poussière dans les aires de passage.

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.8.10. MESURES DE PRÉVENTION VISANT À ÉVITER UN AUTO-ÉCHAUFFEMENT

Le rayon des cellules de stockage des silos est strictement inférieur à 20 mètres.

XXXXX

ARTICLE 8.8.11. MOYENS DE LUTTE CONTRE UN SINISTRE

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. En particulier des extincteurs sont répartis aux différents niveaux des installations

Les moyens de lutte contre l'incendie doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention en fonction des dangers sont rédigées et communiquées aux services de secours. Elles sont adaptées en fonction des équipements et techniques employés par les équipes d'intervention locales.

Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

ARTICLE 8.8.12. MOYENS DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS

Article 8.8.12.1. Events et surfaces soufflables :

Dispositions générales :

Les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter les effets d'une explosion.

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site. Ils sont dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité, notamment lors de leur mise en place par la vérification systématique des notes de calcul fournies.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface soufflable ainsi qu'une pression statique d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel.

XXXXXXXXXX

ARTICLE 8.8.13. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINS ÉQUIPEMENTS

Les dispositions ci-dessous s'appliquent **en plus** des dispositions définies précédemment au chapitre 8.9.

Article 8.8.13.1 bascules, émotteurs – séparateurs, appareils à cylindres, planchisters, broyeurs à marteaux

XXXXXXXXXX

Article 8.8.13.2 ligne de fabrication des glutens : sécheur gluten (sécheur ring)

La cheminée du sécheur RING est munie d'un détecteur de poussières. La détection de poussières entraîne la mise
XXXXXX

Article 8.8.13.3. ligne de fabrication des drèches : sécheur de drèches et granulation de drèches

Sécheur de drèches :

XXXXXXXXXX

Granulation des drèches :

XXXXXXXXXX

Article 8.8.13.4. Mesures de prévention visant à éviter un incendie dans le bâtiment de stockage et de conditionnement des glutens

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

CHAPITRE 8.9 INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT PAR DISPERSION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR SOUMISES À ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE 2921- PREVENTION DE LA LEGIONELLOSE

Les dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur sont applicables.

TITRE 9 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder au moins une fois par an à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Le programme comprend notamment les mesures suivantes :

- si le sécheur de gluten est susceptible de rejeter plus de 5kg/h en poussières et plus de 10 kg/h en COV, les rejets feront l'objet d'une mesure en continu de la teneur en poussières à l'aide par exemple d'un opacimètre et d'une

mesure en continu des COV totaux à l'exclusion du méthane. Des mesures de chacun des COV présents seront effectuées deux fois par an afin d'obtenir une corrélation entre la mesure des COV totaux et les espèces effectivement présentes.

- Le sécheur de drèches fait l'objet d'une mesure de COV, SO₂, NO_x et poussières tous les ans lorsqu'il est alimenté en huile de fusel et tous les trois ans lorsqu'il est alimenté en gaz ou biogaz.
- les dépoussiéreurs font l'objet d'une mesure de la teneur en poussières tous les trois ans après la première campagne de mesure complète réalisée dans les 6 mois après mise en service
- les colonnes de lavage citées à l'article 3.3.3.3 font l'objet d'une mesure deux fois par an (en campagne et en inter-campagne) des COV totaux et de l'acétaldéhyde
- Les chaudières CH1 et CH2 font l'objet d'une mesure en continu de SO₂, NO_x, O₂, CO, poussières et débit.
- Les chaudières CH1 et CH2 font l'objet d'une mesure annuelle, et à chaque changement de combustible, de COV, HAP et métaux.
- Les chaudières CH1 et CH2 font l'objet d'une mesure tous les deux ans de dioxines et furannes, HCl, HF et NH₃.

Dans le cas des mesures en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne mensuelle validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté
- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse 110% de la valeur limite fixée par le présent arrêté
- 95% des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année civile ne dépassent pas 200% de la valeur limite d'émission.

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats ne dépassent pas les valeurs limites.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon une fréquence annuelle

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvements d'eau (en provenance du château d'eau de la sucrerie CRISTAL UNION de Bazancourt et du réseau d'eau public) sont munies d'un dispositif totalisateur.

Ce dispositif est relevé journalièrement

Les résultats sont portés sur un registre.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

Article 9.2.3.1. eaux résiduaires en sortie de la station d'épuration interne au site

Fréquences et modalités de la surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Fréquence	Méthode d'analyse
pH	hebdomadaire	normes en vigueur
MES		
DCO		
DBO ₅		
COT		
N global		
NH ₄		
Phosphore (P ₂ O ₅)		
Sulfates (SO ₄ ²⁻)		
Chlorures		
Potassium (K ₂ O)		
Magnésium (MgO)		
Sodium (Na ₂ O)		
Hydrocarbures totaux	2 fois par an	

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon une fréquence minimale annuelle.

Article 9.2.3.2. eaux pluviales issues du bassin d'orage « Sud » et traitées par un séparateur d'hydrocarbures, avant envoi vers le bassin d'infiltration interne au site

Fréquences et modalités de la surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Fréquence	Méthode d'analyse
pH	trimestrielle	Normes en vigueur
MES	trimestrielle	
Hydrocarbures totaux	trimestrielle	
N total	trimestrielle	

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon une fréquence minimale annuelle.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Conformément à l'article 8.1.2.3. du présent arrêté relatif à la protection des eaux établie dans le cadre de l'exploitation de stockages de liquides inflammables, l'exploitant doit mettre en place une surveillance des eaux souterraines en amont et en aval des installations de production et de stockage d'alcools. Les prélèvements et analyses sont effectués, par un organisme extérieur, deux fois par an en période de basses eaux et de hautes eaux.

Les analyses portent sur les paramètres suivants :

- Hauteur de la nappe,
- Hydrocarbures totaux ,
- Carbone organique total,
- Azote global,
- Nitrates.

Les prélèvements et analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations de la ligne « betteraves », puis de la ligne « blé », puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

ARTICLE 9.2.7. AUTO SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES SOLS

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base établi au titre de l'article R. 515-59 à l'occasion du dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation ou lors du réexamen des conditions d'exploitation du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2 notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer ses données de surveillance des émissions sur le site internet gestion informatique des données de l'autosurveillance fréquente (GIDAF) à l'adresse <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>

En cas d'écarts avec les valeurs limites d'émission, l'exploitant transmet à l'inspection l'interprétation des résultats (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Les résultats sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

La transmission s'effectue dans le mois suivant leur élaboration.

ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les justificatifs évoqués à l'article 9.2.5 doivent être conservés pendant une durée de 10 ans.

Un bilan de l'année écoulée est transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 janvier de l'année suivante constituant le récapitulatif des informations précisées à l'article 9.2.5 avec une distinction explicite des déchets non dangereux, des déchets d'emballages et des déchets dangereux.

ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.6 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. BILAN DE CONFORMITE

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard six mois après la date de mise en service des installations non construites à ce jour, un bilan de conformité des installations vis-à-vis des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 9.4.2. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL (ENSEMBLE DES CONSOMMATIONS D'EAU ET DE REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- ♦ des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître un bilan des prélèvements dans chaque milieu et éventuellement les économies réalisées et réalisables,
- ♦ de la masse annuelle des émissions de polluants suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

Ce bilan concerne au minimum les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées précisés aux articles 9.2.1, 9.2.2, 9.2.3, 9.2.4, 9.2.5.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration.

TITRE 10 ECHEANCES :

- Une campagne de mesures des émissions atmosphériques est effectuée dans un délai de six mois après la mise en service de chaque nouvelle unité
- 4.3.10.c : 30 novembre 2018.
- 4.3.12 Eléments 1 à 3 : 31 mars 2018
- 4.3.12 Eléments 4 et 5 : 30 novembre 2018

TITRE 11 AMPLIATION :

ARTICLE 11.1 DROIT DES TIERS

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

ARTICLE 11.2 EXÉCUTION ET DIFFUSION

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Mme la Sous Préfète de Reims, à la direction de l'ARS, à la DIRRECTE, à la DDT - service urbanisme habitat, au service interministériel départemental de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Messieurs les Présidents des Communautés de Communes de la Plaine de Bourgogne et de la Vallée de la Suippe et à Messieurs les maires de Bazancourt, Pomacle, Boulton sur Suippe, Caurel, Fresnes les Reims, Isles sur Suippe, Lavannes, Warmeriville et Witry les Reims qui en donneront communication à leur conseil communautaire ou municipal.

Notification en sera faite, à Monsieur le directeur de la Société CRISTANOL, implantée sur le territoire des communes de Bazancourt et Pomacle.

Messieurs les Maires de Bazancourt et Pomacle procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée d'un mois.

Châlons-en-Champagne, le 13 NOV. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général de la préfecture



Denis GAUDIN

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

Annexe I : plan des zones à émergence réglementée

Annexe II : points de rejets atmosphériques

Annexe III : points de surveillance eaux souterraines

Annexe IV : points de rejets eaux usées

TABLE DES MATIÈRES

TITRE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....	2
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	2
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	3
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	8
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	8
CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT.....	8
CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES.....	9
CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	10
CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	12
CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	13
TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	13
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	13
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	13
CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	13
CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	14
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	14
CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	14
TITRE 3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	14
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	14
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET DANS L'ATMOSPHÈRE.....	16
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	23
CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	23
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	24
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	25
TITRE 5 DECHETS ET COPRODUITS.....	34
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	34
CHAPITRE 5.2 DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT.....	35
CHAPITRE 5.3 BOUES PRODUITES PAR LA STATION D'ÉPURATION INTERNE AU SITE.....	37
TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES.....	37
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES.....	37
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	37
CHAPITRE 6.3 ÉCLAIRAGE NOCTURNE DU SITE.....	38
TITRE 7 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	38
CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	38
CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES.....	38
CHAPITRE 7.3 SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE.....	39
CHAPITRE 7.4 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	40
CHAPITRE 7.5 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES.....	46
CHAPITRE 7.6 ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	48
CHAPITRE 7.7 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	50
CHAPITRE 7.8 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	53
TITRE 8 CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT.....	57

CHAPITRE 8.1 DEPÔTS AERIENS DE LIQUIDES INFLAMMABLES.....	57
CHAPITRE 8.2 POSTES DE CHARGEMENT / DÉCHARGEMENT.....	59
DES CAMIONS-CITERNES D'ALCOOLS ET DES WAGONS-CITERNES D'ALCOOLS.....	59
CHAPITRE 8.3 INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES RELEVANT DES RUBRIQUES 4331 ET 4755.....	60
CHAPITRE 8.4 STOCKAGE D'ACIDES.....	61
CHAPITRE 8.5 STOCKAGE DE SUBSTANCES OU PRÉPARATION DANGEREUSES RELEVANT DES RUBRIQUES 4110, 4130, 4140, 4510.....	62
CHAPITRE 8.6 DÉPÔT AÉRIEN XXX.....	63
RELEVANT DE LA RUBRIQUE 47XX.....	63
CHAPITRE 8.7 DÉPÔT AÉRIEN DE DENATURANTS.....	64
CHAPITRE 8.8.....	64
SILOS ET INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES, GRAINS, PRODUITS ALIMENTAIRES OU TOUT PRODUIT ORGANIQUE DÉGAGEANT DES POUSSIÈRES INFLAMMABLES, RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2160.....	64
-.....	64
INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES 2226 ET 2260.....	64
-.....	64
ENTREPÔTS DE STOCKAGE DE MATIÈRES COMBUSTIBLES, RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1510.....	64
CHAPITRE 8.9 INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT PAR DISPERSION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR SOUMISES À ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE 2921- PREVENTION DE LA LEGIONELLOSE.....	70
TITRE 9 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	70
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	70
CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	70
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS.....	73
CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES.....	74
TITRE 10 ECHEANCES :.....	74
TITRE 11 AMPLIATION :.....	75
ARTICLE 11.1 DROIT DES TIERS.....	75
ARTICLE 11.2 EXÉCUTION ET DIFFUSION.....	75

Annexe I : plan des zones à émergence réglementée

Annexe II : points de rejets atmosphériques

Annexe III : points de surveillance eaux souterraines

Annexe IV : points de rejets eaux usées

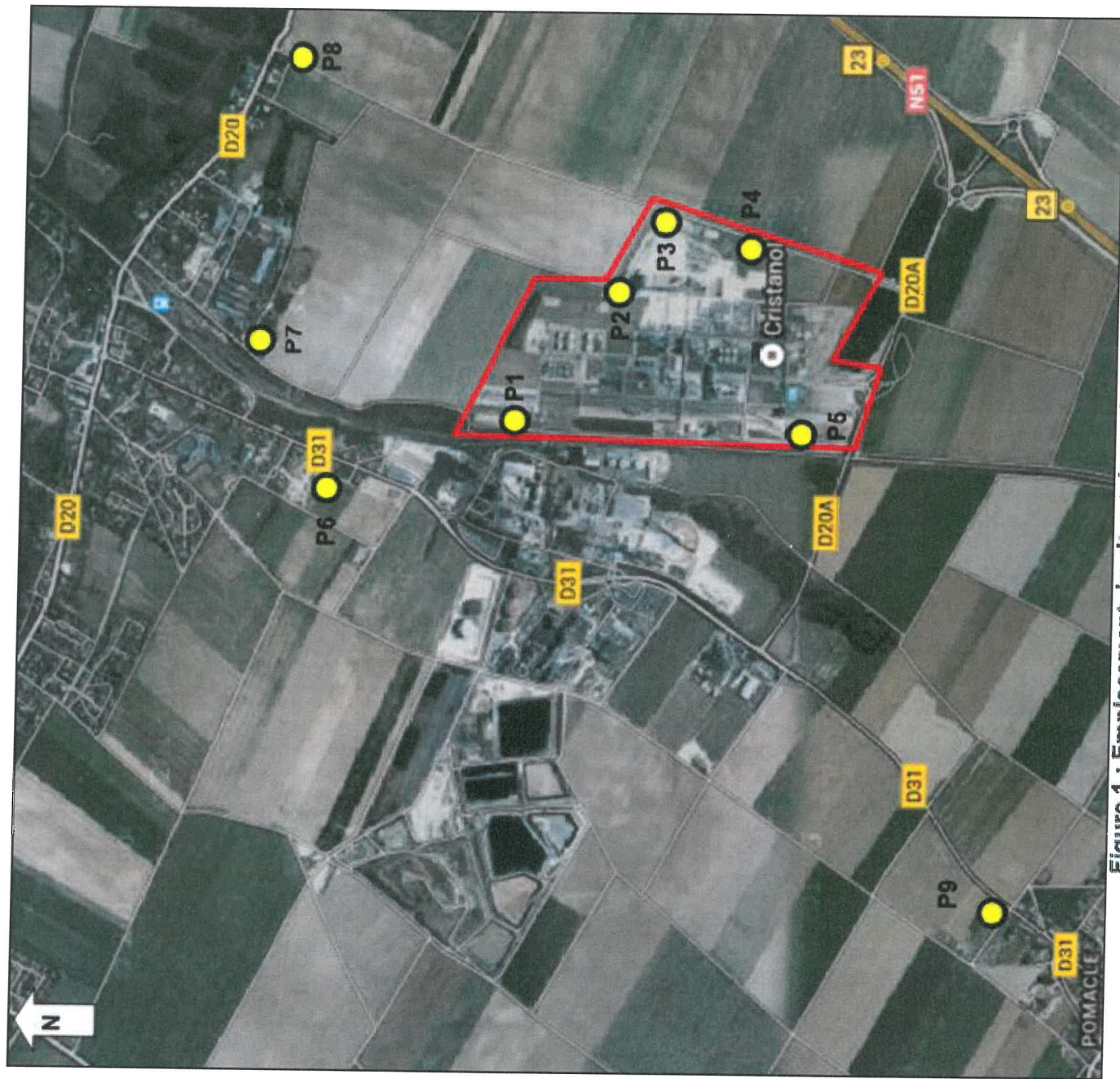
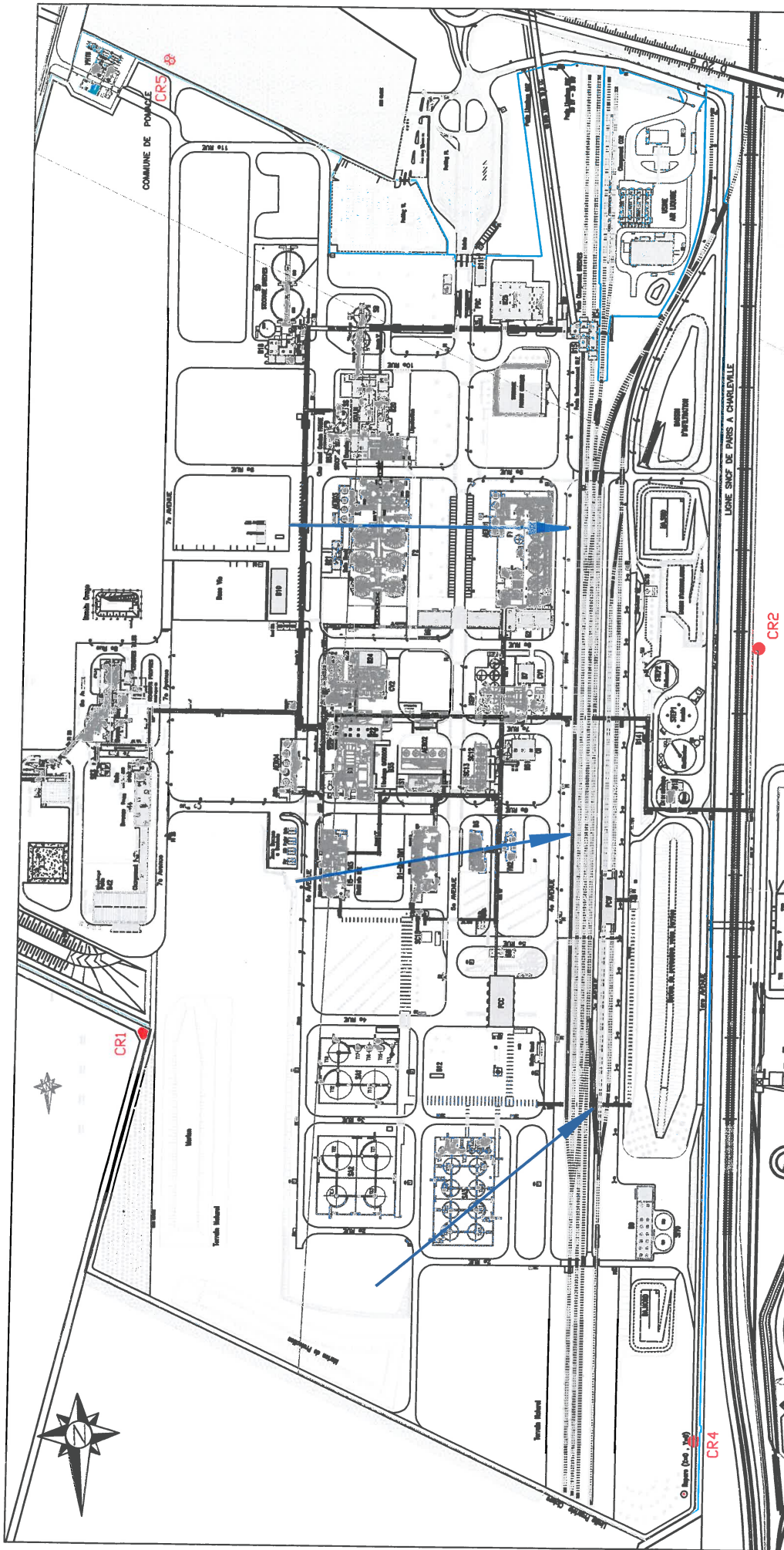


Figure 1 : Emplacement du site et des points de mesures

REPÈRE	ATELIER	DENOMINATION
1	F1	Colonne de lavage gaz, piquage sur écou F14
2	GDA	Biofiltre et charbon actif, piquage au niveau du rack (tappage normalisée)
3	D3	Colonne de lavage + charbon actif, piquage niveau 1
4	TM2	Colonne de lavage gaz, piquage niveau 2
5	D1/D2/TM1	Colonne de lavage finisseuse, piquage niveau 3
6	F2	Colonne de lavage gaz, piquage niveau 2
7	HP7	Biofiltre, piquage niveau 1
8	D5/TM3	charbon actif, piquage niveau 2
9	Sécheur	Cheminée du sécheur (tappage normalisée)
10	Biomasse	Cheminée de traitement des fumées
11	PC2	Charbon actif, piquage niveau 1
12	PC7	Colonne de lavage gaz, piquage niveau 1
13	SA1/SA2	Colonne de lavage gaz, piquage niveau 1
14	SA3	Colonne de lavage gaz, piquage niveau 1



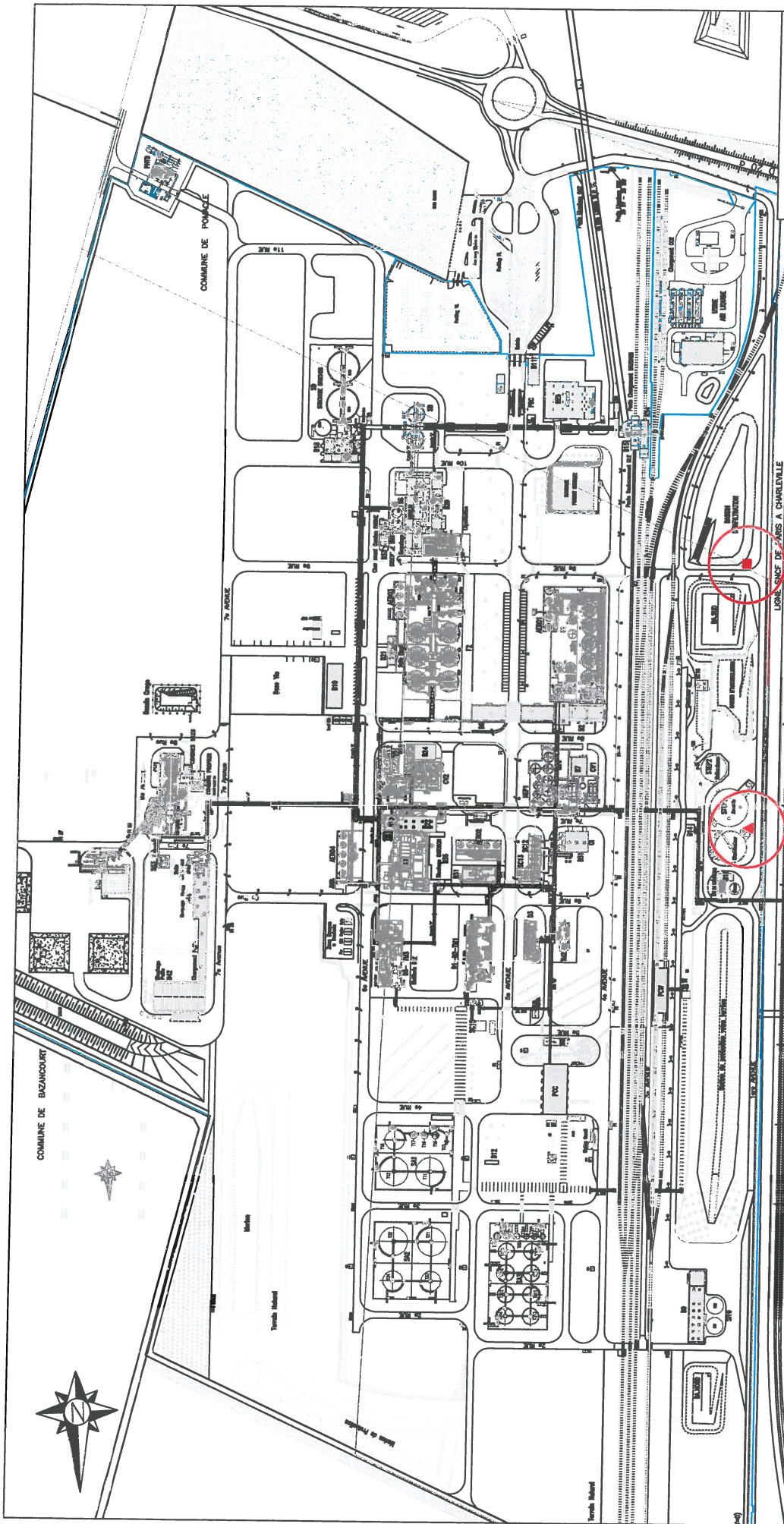


PLAN D. A. E.

LEGENDE

- Clôture
- Piezomètre
- Sens d'écoulement de la nappe

MAÎTRE D'OUVRAGE		ENGINEERING		ENTREPRISE	
DISTILLERIE DE BAZANCOURT		CRISTANOL			
Demande d'autorisation d'exploiter					
CRISTANOL					
LOCALISATION DES PIEZOMETRES					
C	06/09/17	Mise à jour (ajout du sens d'écoulement de la nappe)	WDe	GBe	LVa
B	16 Jui 12	Mise à jour générale	JCB	MLR	PK
A	23-06-09	EMISSION ORIGINALE	CB	MLR	PK
IND.	DATE	MODIFICATION	DESSINE	VERIFIE	APPROUVE
Ce plan est la propriété exclusive de la société CRISTANOL, il ne peut être reproduit, communiqué ou utilisé sans son autorisation.					
NUMERO DE PLAN: M 99-E-01-176-C				Ech.: 1/3333 A3	



LEGENDE REJETS EAUX

- Vers épandage (T20)
- Vannes vers STEP de Warmerville

DISTILLERIE DE BAZANCOURT		Maitre d'ouvrage		Engineering		Entreprise	
CRISTANOL		CRISTANOL					
LOCALISATION DES REJETS EAUX		VERS MILIEU NATUREL		NUMERO DE PLAN: M 99-E-00-177-A		Ech.: 1/3333 A3	
IND.	DATE	MODIFICATION	WDe	GBe	LVa		
A 05/09/2017 EMISSION ORIGINALE							
DESSINE VERIFIE APPROUVE							
Ce plan est la propriété exclusive de la société CRISTANOL, il ne peut être reproduit, communiqué ou utilisé sans son autorisation.							

